



MUNICIPAL
Gazette
MUNICIPALE
DE — OF
Montreal

Paraît le lundi matin
Published every Monday morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions a year

Payables d'avance
Payable in advance

Organe officiel de la Corporation
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation
of the City of Montreal

CANADA

—Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit :

“La Gazette Municipale”

Bureau de Poste : 917 ou
25 rue St-Gabriel, Montréal

—Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit :

“La Gazette Municipale”

Hôtel de Ville, — Montréal

—All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows :

“The Municipal Gazette”

Post Office Box 917 or
25 St. Gabriel St., Montreal

All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows :

“The Municipal Gazette”

City Hall, — Montreal
TELEPHONE MAIN 4240

DELIBERATIONS

COMMISSION DE LA VOIRIE

Compte rendu de l'assemblée du 16 décembre

Sont présents: MM. les échevins Larivière, président, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Bumbray et Ward.

1.—M. le docteur Garceau, accompagné d'une déléga-tion, se présente devant la Commission et soumet deux re-quêtes signées par des propriétaires et marchands du quar-tier Hochelaga, priant la Commission de prendre les me-sures nécessaires pour faire prolonger la ligne des tram-ways de la rue Davidson, à partir de la rue Ontario jus-qu'à la rue Notre-Dame.

Et un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin Bumbray, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recomman-dant qu'un ordre de ce Conseil soit donné à la “Montreal Street Ry Co.” pour prolonger sa ligne actuelle de la rue Davidson, à partir de la rue Ontario jusqu'à la rue Notre-Dame, conformément à la section 43 du règlement No 210. Et que l'inspecteur de la Ville soit prié de soumettre de nouveau son rapport préparé à cet effet.

M. R. Bauset, assistant-greffier de la Ville, ouvre les sou-missions reçues pour la construction d'un égout en brique de 3' x 2' dans la rue Tupper, à partir de la rue St-Mathieu jusqu'à la rue DuFort.

Sur proposition de M. l'échevin N. Lapointe, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recomman-dant d'adjuger à MM. Picard, Valin & Cie, les plus bas sou-missionnaires, la construction d'un égout dans la rue Tup-per, à partir de la rue St-Mathieu jusqu'à la rue DuFort, conformément au cahier des charges et formule de soumis-sion et aux prix mentionnés dans leur soumission, savoir:

Egout de 2' x 3', complet, y compris toute chose nécessaire, la verge linéaire.	\$8.25
Excavation des tranchées dans le roc, la verge cube	2.50
Chevalets pour égout, la verge linéaire.	0.75

et, de plus, qu'un contrat notarié soit préparé en consé-quence et que Son Honneur le Maire et le greffier de la Ville soient autorisés à le signer au nom de la Ville.

REQUETES, ETC.

2.—De M. le docteur A. Joyal, suggérant de prolonger le congé de M. Leprohon.

ROAD COMMITTEE

Report of meeting held the 16th of December.

Present: Ald. Larivière, chairman, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Bumbray and Ward

1.—Dr. Garceau, accompanied by a delegation, appeared before the Committee and submitted two petitions signed by proprietors and merchants of Hochelaga ward, asking the Committee to take the necessary measures so as to have the car line of Davidson street extended, from Ontario to Notre-Dame street.

And a debate arising,

On motion of Ald. Bumbray, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommend-ing that an order be given by Council to the Montreal Street Ry Co., to extend its line now existing on Davidson street, from Ontario to Notre-Dame street, in accordance with section 43 of by-law No. 210. And, that the City sur-veyor be asked to again submit his report prepared thereon.

Mr. R. Bauset, asst.-City clerk then opened the tenders received for the laying of a 3' x 2' brick sewer in Tupper street, from St. Matthew to Fort street.

On motion of Ald. N. Lapointe, it was

Resolved: That a report be made to Council recommend-ing that the contract for the laying of a sewer in Tupper street, from St. Matthew to Fort street, according to spe-cifications and form of tender be awarded to Messrs Pi-card, Valin & Co, the lowest tenderers, for the price men-tioned in their tender for same, to wit:

2' x 3' sewer, complete, including excavation and refilling, per lineal yard.	\$8.25
Rock excavation, per cubic yard.	2.50
Cradling for sewer, per cubic yard.	0.75

and, furthermore, that a notarial deed be prepared accord-ingly, and that His Worship the Mayor and the City clerk be authorized to sign same on behalf of the City.

PETITIONS, ETC.

2.—From Dr. A. Joyal, suggesting that Mr. Leprohon's holidays be extended.

Résolu: D'accorder un congé d'un mois à M. Leprohon.
3.—D. M. J.-B. Lalonde, soumettant deux soumissions pour l'entretien de certaines rues dans le quartier Mont-Royal durant l'hiver 1908 et 1909.

Renvoyées à l'inspecteur de la ville pour rapport.

4.—De M. J.-J. Murphy, sollicitant une position de contremaître.

Déposée sur le bureau.

5.—De M. L.-L. Renaud, demandant le paiement de six soupapes et six puisards Renaud.

Renvoyée à l'inspecteur de la Ville pour rapport.

6.—De M. M. Pinsonnault, offrant un nouveau délai de 15 jours pour la vente de son terrain pour le nouveau clos de la division Nord.

Résolu: D'annexer ladite offre au rapport de la Commission de la Voirie maintenant devant la Commission des Finances.

7.—De la Commission Scolaire Protestante au sujet de l'érection d'une tour et de barrières à la traverse du chemin de fer à la rue Rose-de-Lima, quartier St-Henri.

Déposée sur le bureau.

8.—*Résolu:* Que le Département en Loi soit prié de donner, séparément, son opinion sur les questions suivantes:

10. Quelles sont les obligations de la Ville relativement aux barrières du chemin de fer du Grand-Tronc, situées dans le quartier St-Henri;

20. Quelles sont les obligations de la Ville relativement aux barrières du chemin de fer du Grand-Nord, situées dans le quartier Hochelaga;

30. Quelles sont les obligations de la Ville relativement aux barrières du chemin de fer du Pacifique Canadien situées dans le quartier Hochelaga.

RAPPORTS.

9.—De l'inspecteur de la Ville recommandant de remettre aux soumissionnaires leurs dépôts effectués en 1908.

Résolu: Que le trésorier de la Ville soit autorisé à rembourser les montants déposés par les soumissionnaires relativement à la construction de pavages permanents, trottoirs permanents, matériaux de pavages et fournitures diverses pour 1908.

10.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant qu'un crédit supplémentaire de \$210 soit voté pour le parachèvement de l'égout de la rue de la Cour Jubilee, à partir de la rue Visitation jusqu'à la rue Beaudry; \$126 payable par les propriétaires intéressés et \$84 par la Ville; et, aussi qu'un crédit supplémentaire de \$80 soit voté pour le parachèvement de l'égout de la rue Dufferin, à partir de la rue Comte jusqu'à une distance d'environ 420 pieds au Nord de la rue Desjardins. Le tout payable par les propriétaires intéressés.

Ajournement.

RAOUL BOLTE,

Secrétaire.

COMMISSION DES PARCS ET TRAVERSES

Compte rendu de l'assemblée du 18 décembre

Sont présents: MM. les échevins Robillard, président, Major, Stearns, Carter, Couture et Mount.

1.—M. René Bauset, assistant-greffier, se présente devant la Commission et l'informe qu'il n'a reçu aucune soumission en réponse à l'avis public inséré dans les journaux quotidiens et demandant des soumissions pour la construction de chalets de nécessité au poste d'observation du parc Mont-Royal.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport en conséquence et de demander qu'un crédit de \$2,500 soit voté pour l'exécution de ces travaux, conformément aux plans et devis préparés par MM. Maxwell & Maxwell et Marchand & Haskell, architectes.

2.—Soumise et lue une lettre de M. R.-P. Doucet, secrétaire du Comité du Carnaval, renvoyée à cette Commission par le Conseil et demandant (1) que permission soit accordée audit comité de se servir de la Ferme Fletcher com-

Resolved: That Mr. Leprohon be granted one month's holiday.

3.—From Mr. J. B. Lalonde, submitting two tenders for the maintenance of certain streets in Mount-Royal ward during the winter 1908 and 1909.

Referred to the City surveyor for a report.

4.—From Mr. J. J. Murphy asking for a position as foreman.

Laid on the table.

5.—From Mr. L. L. Renaud, asking for the payment of six valves and six "Renaud" gullies.

Referred to the City surveyor for report.

6.—From Mr. M. Pinsonnault, offering a new delay of 15 days for the sale of his land for the new yard of the Northern division.

Resolved: That the said offer be annexed to the Road Committee's report now before the Finance Committee.

7.—From the Protestant School Commissioners anent the erection of a tower and gates at the railway crossing of Rose de Lima street, St. Henry ward.

Laid on the table.

8.—*Resolved:* That the Law Department be asked to give its opinion separately on the following questions:

10. What are the City's obligations anent the Grand Trunk Railway gates, situated in St. Henry ward?

20. What are the City's obligations anent the Great Northern Ry. gates, situated in Hochelaga ward?

30. What are the City's obligations anent the Canadian Pacific Ry. gates, situated in Hochelaga ward?

REPORTS.

9.—From the City surveyor recommending to refund tenderers their deposits made in 1908.

Resolved: That the City surveyor be authorized to refund the sums deposited by tenderers in connection with the laying of permanent pavings, permanent sidewalks, paving material and various supplies for 1908.

10.—*Resolved:* That a report be made to Council recommending that a supplementary appropriation of \$210 be voted for the completion of Jubilee Court sewer, from Visitation to Beaudry street; \$126 to be paid by interested proprietors and \$84 by the City; and also, that a supplementary appropriation of \$80 be voted for the completion of the Davidson street sewer, from Comte street to a distance about 420 feet north of DeFleurimont street. The whole payable by interested proprietors.

Adjourned.

RAOUL BOLTE,

Secretary.

PARKS AND FERRIES COMMITTEE

Report of meeting held the 18th of December.

Present: Ald. Robillard, chairman, Major, Stearns, Carter, Couture and Mount.

1.—Mr. René Bauset, asst. City clerk, appeared before the Committee, and informed the Committee that he had received no tender answering the public notice inserted in the daily newspapers, calling for tenders for the construction of lavatories at the look-out Mount-Royal park.

Resolved: That a report be made to Council accordingly, and that an appropriation of \$2,500 be voted for said works, in accordance with plans and specifications prepared by Messrs. Maxwell & Maxwell and Marchand & Haskell, architects.

2.—Submitted and read a letter from Mr. R. P. Doucet, secretary of the Carnival Committee, referred to this Committee by Council, asking (1) that permission be granted said Committee to use Fletcher's Field as a site for the

me emplacement pour le carnaval qu'il se propose de tenir, et (2) que ladite Ferme Fletcher ne serve pas, cet hiver, de dépotoir à neige.

Résolu: Que soit accordée la demande du Comité du Carnaval, en ce qui regarde l'usage de la Ferme Fletcher, sous le contrôle de la Commission des Parcs et Traverses.

Il est aussi

Résolu: Que les surintendants des Parcs reçoivent instruction de mettre fin sans retard au transport de neige dans les parcs par le département de la Voirie, ledit département devant être requis de se conformer à la résolution du Conseil à cet effet, passée le 23 mars 1908, et qu'il soit entendu que, si quelques parties desdits parcs étaient jugées propices au transport de la neige, la Commission de la Voirie devra, avant d'y en laisser déposer, obtenir de la Commission des Parcs et Traverses l'autorisation de ce faire.

3.—Soumis et lu un rapport de M. Stuart Howard, sous-inspecteur de la Cité, informant la Commission que la "Montreal Ship Lining Co." a démonté la passerelle du quai Victoria, et suggérant que ladite Commission retienne un pourcentage du coût de ces travaux pour garantir, s'il y a lieu, la perte ou le bris de quelques pièces lors du remontage de ladite passerelle, le printemps prochain.

Résolu: De payer la somme de \$450 à ladite "Montreal Ship Lining Co." et de retenir comme garantie la balance du coût total des travaux exécutés, balance s'élevant à \$150.

4.—Soumis et lu un rapport du surintendant du parc Mont-Royal, recommandant le virement des crédits suivants:

Parc Mont-Royal

\$21 de l'item "Entretien général" à l'item "Fournitures", et \$48 de l'item "Pierre concassée" à l'item "Entretien de chevaux".

Résolu: De présenter au Conseil un rapport en conséquence.

5.—Soumis et lu un rapport du surintendant des Parcs relativement à la réclamation de Mlle M.-A. Coutu, concernant la coupe d'un arbre en face de sa propriété à Rosemont, ledit surintendant informant la Commission que l'arbre en question a été abattu hors de sa connaissance, sur l'ordre du curé de Rosemont, M. l'abbé Brien, qui le trouvait nuisible et dangereux.

Résolu: Que ledit rapport soit reçu, qu'une copie en soit transmise à Mlle Coutu et que cette dernière soit informée que, vu les faits y relatés, cette Commission ne peut donner droit à sa réclamation.

6.—Soumise une opinion du Département en Loi à l'effet que cette Commission ne peut légalement payer à Mme Vve A. Pinoteau la balance du salaire de feu le surintendant des Parcs, M. A. Pinoteau, du 1er octobre au 31 décembre courant.

Résolu: D'informer Mme Pinoteau de l'impossibilité où se trouve cette Commission de lui payer, selon qu'elle le demande, la balance du salaire de son défunt mari, et de demander au Conseil de permettre que virement soit fait de la balance disponible dudit salaire, à savoir \$375, et que cette somme soit employée au paiement du coût de réparations urgentes à la maison du surintendant, Parc La Fontaine.

Il est aussi

Résolu: Qu'avis officiel soit donné à Mme Pinoteau que cette Commission, vu le consentement du surintendant actuel, lui permet d'occuper jusqu'au 1er mai prochain, la maison du Parc La Fontaine, moyennant qu'elle y permette, sans réclamer d'indemnité et sous peine de quitter immédiatement les lieux, l'exécution des réparations que ledit surintendant jugera nécessaires, mais que, sans autre avis, elle devra à la date plus haut mentionnée, évacuer ledit logement.

7.—Soumise et lue une lettre de M. A. Saint-Amant, demandant la permission d'ériger, sur le parc La Fontaine, un monument à la mémoire des membres défunts du Corps des Vétérans de 1866-70.

Résolu: D'informer M. Saint-Amant que cette Commission est favorable à l'érection de monuments dans les parcs publics et de le prier de soumettre un plan complet indiquant les dimensions exactes de celui que l'on se propose d'ériger et de donner de plus amples renseignements sur le coût dudit monument, le montant des souscriptions

carnival they intend to hold, and (2) that the said Fletcher's Field be not used as a snow dump this winter.

Resolved: To grant the Carnival Committee's request, as to the use of Fletcher's Field, under the control of the Parks and Ferries Committee.

It was also

Resolved: That the superintendent of Parks be instructed to put an end without delay to the dumping of snow in the parks by the Road department; that the said department be requested to comply with the resolution of Council to that effect, passed on the 23rd of March 1908; and that it be understood that in the event that some parts of said parks can be used for the dumping of snow, that the Road Committee should be bound to obtain from the Parks and Ferries Committee authority so to do before acting.

3.—Submitted and read a report from Mr. Stuart Howard, deputy City surveyor, informing the Committee that the Montreal Ship Lining Co., had dismantled the overhead bridge on Victoria pier, and suggesting that the Committee retain a percentage on the cost of said work in order to guarantee the loss or breakage when the said overhead bridge is rebuilt next spring.

Resolved: That the sum of \$450 be paid to the Montreal Ship Lining Co., and to retain as a guarantee the balance of the total cost of works done, the balance amounting to \$150.

4.—Submitted and read a report from the superintendent of Mount-Royal park, recommending that the following appropriations be varied:

Mount-Royal Park.

\$21 from item "General maintenance" to item "Supplies", and \$48 from item "Broken stone" to item "Horse-keep".

Resolved: That a report be made to Council accordingly.

5.—Submitted and read a report from the superintendent of Parks concerning Miss M. A. Coutu's claim for the cutting of a tree in front of her property in Rosemont, the said superintendent informing the Committee that the tree in question had been cut without his knowledge, on the order of the curate of Rosemont, Rvd. Father Brien, who found same to be a nuisance and dangerous.

Resolved: That the said report be received and that a copy of same be sent to Miss Coutu, and to inform her that owing to the above facts, this Committee cannot entertain her claim.

6.—Submitted an opinion from the Law Department, stating that the Committee could not legally pay Mrs. A. Pinoteau, widow of the late superintendent of Parks, Mr. A. Pinoteau, the balance of his salary, from the 1st of October to the 31st of December instant.

Resolved: That Mrs. Pinoteau be informed that the Committee cannot pay her the balance of her late husband's salary, and to ask Council for authority to vary the available balance of said salary, to wit: \$375, and apply said sum to urgent repairs for the superintendent's dwelling, on La Fontaine Park.

It was also.

Resolved: That an official notice be given to Mrs. A. Pinoteau that this Committee, owing to the consent of the present superintendent, give her permission to occupy until the 1st of May next, the La Fontaine Park dwelling, provided she allows, without claiming any indemnity, repairs which the said superintendent may deem necessary; otherwise, she must vacate the premises immediately, and that, without any further notice, she must leave the said premises on the above mentioned date.

7.—Submitted and read a letter from Mr. A. Saint-Amant asking permission to erect, on La Fontaine Park, a monument to the memory of the deceased members of the Veteran Corps of 1866-70.

Resolved: That Mr. Saint-Amant be informed that this Committee was in favor of erecting monuments in the public parks, and that he be asked to submit a complete plan showing the exact measurements of the one he proposes to erect, and to furnish further information as to the cost of said monument, the amount of subscriptions

prélevées jusqu'à ce jour, les matériaux que l'on y emploiera et tous autres détails en rapport avec ledit projet.

La Commission s'ajourne alors à mercredi, le 30 du courant, à 2.15 heures p.m.

J.-E. GAUTHIER,
Secrétaire.

COMMISSION DES FINANCES

Compte rendu de l'assemblée ajournée du 21 décembre

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, président, Lavallée, Guay, J.-B.-A. Martin et Robinson.

Les procès-verbaux des séances tenues les 11, 15, 16 et 18 décembre courant sont lus et approuvés.

Soumis un rapport de la Commission des Marchés demandant un crédit de \$240 pour acheter certains extincteurs chimiques.

Résolu: De recommander au Conseil de voter \$240 à la Commission des Marchés pour acheter des extincteurs chimiques.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

COMMISSION SPECIALE re ERECTION DU POSTE DE POLICE No 13

Compte rendu de l'assemblée du 21 décembre

Au commencement de l'assemblée, le secrétaire donne lecture de l'extrait des minutes du Conseil, en date du 14 décembre dernier, ordonnant de suspendre tous les travaux en rapport avec la construction du poste de Police No 13 et instituant une Commission spéciale chargée d'examiner cette affaire; ledit extrait de minutes se lisant comme suit:

"Extrait des minutes du Conseil de Ville de Montréal, de l'assemblée mensuelle tenue lundi, le 14 décembre 1908:

"Sur proposition de M. l'échevin ROBINSON, appuyé par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que tous les travaux en rapport avec le poste de police No 13 soient suspendus jusqu'à ce que toutes les circonstances qui se rapportent à l'achat de ladite propriété ainsi qu'au contrat passé pour la construction et pour l'exécution des travaux aient été soumises à une enquête minutieuse et complète; qu'une Commission spéciale soit et est par les présentes instituée avec pleins pouvoirs de s'enquérir de toutes les circonstances de l'achat de ladite propriété par la Ville et de la préparation des plans et devis et du contrat pour l'érection dudit édifice sur le terrain en question et au sujet des travaux exécutés d'après ces plans, avec pouvoir d'examiner les témoins sous serment dans cette cause; et que ladite Commission se compose de Son Honneur le Maire, de MM. les échevins L.-A. Lapointe, Lavallée, Roy, Carter, Bumbray et Robinson avec instructions de faire rapport au Conseil dans le plus court délai possible. (MM. les échevins M. Martin et Mercier dissidents)."

Sont présents: Son Honneur le Maire, Louis Payette, MM. les échevins L.-A. Lapointe, Lavallée, Roy, Carter, Bumbray et Robinson.

Résolu: Que Son Honneur le Maire soit nommé président de cette Commission.

M. l'échevin Robinson déclare que, lorsqu'il a proposé l'adoption de la proposition ci-dessus, il n'a porté aucune accusation contre aucun des membres du Conseil, mais qu'il a voulu seulement qu'une enquête fût faite sur tout ce qui se rapporte à la construction du poste de police No 13, aux fins de s'assurer si la Ville reçoit la valeur de ce qu'elle a payé ou se propose de payer.

Avant de procéder, il est

Résolu: Que la présente enquête soit tenue conformé-

collected so far, the materials to be used, and all other details in connection with the said project.

The Committee adjourned till Wednesday, the 30th inst. at 2.15 o'clock p.m.

J. E. GAUTHIER,
Secretary.

FINANCE COMMITTEE

Report of adjourned meeting held the 21st of December.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Lavallée, Guay, J. B. A. Martin and Robinson.

The minutes of the meetings held on the 11, 15, 16 and 18 of December instant, were read and confirmed.

Submitted a report from the Market Committee asking for an appropriation of \$240 to purchase certain chemical fire extinguishers.

Resolved: To recommend Council that a sum of \$240 be voted to the Market Committee to purchase chemical fire extinguishers.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

SPECIAL COMMITTEE re ERECTION OF No 13 POLICE STATION.

Report of meeting held the 21st of December.

At the beginning of the meeting, the secretary read the extract from the minutes of the City Council, dated 14th December inst., ordering that all the work connected with the erection of No. 13 Police station be suspended, and appointing a special Committee to look into this matter, as follows:

"Extract from the minutes of the City Council of Montreal, monthly meeting held on Monday, 14th December 1908.

"On motion of Ald. Robinson, seconded by Ald. Ward, it was

Resolved: That articles 48 and 49 of the *Rules of the Council* be suspended, and

"On motion of Ald. Robinson, seconded by Ald. Ward, it was

Resolved: That all the work connected with No. 13 Police station be suspended until all the circumstances connected with the purchase of the said property as well as with the contract for the building and the carrying out of the work done in connection therewith, shall be fully investigated and inquired into, that a special Committee be and is hereby appointed with full powers to inquire into all circumstances connected with the purchase of the aforesaid property by the City, and with the preparation of the plans, specifications and contract for the building to be erected thereon and in respect to work done thereunder, with the power to examine witnesses under oath in respect thereto, and the said Committee consist of His Worship the Mayor, Ald. L. A. Lapointe, Lavallée, Roy, Carter, Bumbray and Robinson, with instructions to report to this Council at the earliest possible date. (Ald. M. Martin and Mercier dissenting)."

Present: His Worship the Mayor, Mr. Louis Payette, Aldermen L. A. Lapointe, Lavallée, Roy, Carter, Bumbray and Robinson.

Resolved: That His Worship the Mayor be appointed chairman of this Committee.

Ald. Robinson stated that, when moving the adoption of the above motion, he did not make any charge against any member of the City Council, but merely wished to have the facts connected with the erection of No. 13 Police station inquired into in order to ascertain whether the City

ment aux dispositions de la charte de la Ville, et, notamment à celles de l'article 532 de la dite charte, que le public y soit admis et que la preuve soit prise en sténographie.

A la demande de M. l'échevin Robinson, il est

Résolu: Que les parties intéressées en cette affaire, ainsi que tout membre de cette Commission, s'il le juge à propos, ait le droit de retenir les services d'aviseurs, les honoraires de ces derniers devant être à la charge de ceux qui les retiendront.

En réponse à une question posée par M. l'échevin Lavallée, le secrétaire informe la Commission que le greffier a, le 15 décembre courant, transmis une copie officielle de la résolution du Conseil ci-dessus mentionnée, à l'architecte, M. J.-A. Godin, et à l'entrepreneur, M. F.-X. Aubé.

En l'absence du chef de Police, M. L.-N. Grandchamps, secrétaire dudit chef, se présente devant la Commission et soumet une copie des lettres transmises par le service de la Police à l'architecte et à l'entrepreneur ci-dessus nommés, le 15 décembre courant, en rapport avec la suspension de travaux du poste de Police No 13.

M. l'échevin Carter

Propose: De demander à MM. Omer Marchand et Fitz-James-E. Brown, architectes, de bien vouloir prendre connaissance des plans, devis, contrats et de tous autres documents se rapportant à la construction du poste de Police No 13, et de présenter à cette Commission, dans le plus court délai possible, un rapport par écrit sur l'état actuel des travaux, la valeur réelle de l'édifice, dans l'état où il se trouve actuellement, etc., le tout sans frais pour la Ville, lesdits architectes devant être priés de déclarer par écrit qu'ils ne chargeront rien à la Ville pour leurs services en cette affaire.

M. l'échevin Roy propose en

Amendement: D'amender cette proposition en y ajoutant le nom de M. A. Chaussé, inspecteur des Edifices de la Ville.

Ledit amendement est négativé, le proposeur votant seul pour l'adoption de cet amendement.

La proposition principale étant mise aux voix, elle est affirmativée, et il est

Résolu: En conséquence.

Résolu: Que le secrétaire soit prié de se procurer des Commissions compétentes et de déposer devant cette Commission

(1) Le rapport, par écrit, demandé par la Commission de Police à M. J.-A. Godin, architecte, en rapport avec la réduction du coût de la construction du poste de police en question, etc.

(2) Tous les actes, résolutions, papiers, etc., se rapportant à l'achat de la lisière ou des lisières de terrain pour la construction dudit poste ainsi qu'à l'adjudication du contrat de cette construction, et aussi au projet d'achat, etc., de la propriété de la rue Fullum, et tous autres documents se rattachant à cette affaire.

Sur proposition de M. l'échevin Lavallée, il est

Résolu: Que, aussitôt que tous les documents, détails, etc., demandés par cette Commission, auront été reçus, M. le président soit prié d'assigner les témoins et de fixer la date de la prochaine assemblée de cette Commission.

Ajournement.

J.-E. GAUTHIER,
Secrétaire.

COMMISSION DE LA VOIRIE

Compte rendu de l'assemblée du 21 décembre

Sont présents: MM. les échevins Larivière, président, N. Lapointe, Leclaire, Duquette, Bumbray et Ward.

1.—Les surintendants de la Voirie se présentent devant la Commission et suggèrent d'employer plus de pointeurs pour payer les voitures doubles à raison de 60c de l'heure pour le service de l'enlèvement de la neige (Service spécial).

was being given what it had paid for, or proposed to be paid for.

Before proceeding to business, it was

Resolved: That the present investigation be held in compliance with the provisions of the City Charter and more especially of Article 532 thereof, that the public be allowed to attend, and that the evidence be taken in short-hand.

At the request of Ald. Robinson, it was also

Resolved: That the parties interested in the question at issue, as well as any member of this Committee should he see fit, be allowed to be assisted by advisors, at the cost of those requiring the said advisors.

In reply to a question put by Ald. Lavallée, the secretary informed the Committee that the City clerk had transmitted an official copy of the above mentioned resolution of Council to the architect, Mr. J. A. Godin, and the contractor, Mr. F. X. Aubé, on the 15th December instant.

In the absence of the chief of Police, Mr. N. L. Grandchamps, secretary of the said chief, appeared before the Committee and submitted copies of letters delivered to the above named architect and contractor by the Police department, on the 15th December instant, in connection with the suspension of the work *re* No. 13 Police station.

Moved by Ald. Carter,

That Messrs. Omer Marchand and Fitz-James E. Brown, architects, be asked whether they would be pleased to take communication of the plans, specifications, contracts and all other documents connected with the erection of No. 13 Police station and to report in writing to this Committee, within as short a delay as possible, on the present condition of the work in connection therewith, the actual value of the building as it now stands, etc., the whole without any cost to the City, the said architects to be requested to state in writing that they will not charge anything to the City for their services in this connection.

Ald. Roy moved in amendment,

That said motion be amended by adding thereto the name of Mr. A. Chaussé, City Building inspector.

Said amendment passed in the negative, the mover only voting in favor of the same.

The main motion being then put, it was carried and

Resolved: Accordingly.

Resolved: That the secretary be instructed to obtain from the proper Committees and lay before this Committee:

(1) the report in writing asked from Mr. J. A. Godin, architect, by the Police Committee in connection with reduction in the price of building for the Police station in question, etc.

(2) all deeds, resolutions, papers, etc., connected with the purchase of the price or pieces of land for the erection of said station and the awarding of the contract for the construction of the same and relating to the proposed purchase, etc., of the Fullum street property, and all other documents relating to said matter.

On motion of Ald. Lavallée, it was

Resolved: That, as soon as all documents, particulars, etc., asked for by this Committee shall have been received, the chairman be requested to summon the witnesses and fix a date when a meeting of this Committee should be convened.

Adjourned.

J. E. GAUTHIER,
Secretary.

ROAD COMMITTEE

Report of meeting held the 21st of December.

Present: Ald. Larivière, chairman, N. Lapointe, Leclaire, Duquette, Bumbray and Ward.

1.—The Road superintendent appeared before the Committee and suggested to employ time-keepers and to pay double teams 60c per hour for snow removal (Snow special).

Consideration deferred.

Question différée.

2.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant d'accepter l'offre de la Compagnie du Grand-Tronc de construire une tour et des barrières à la traverse du chemin de fer de la rue Rose-de-Lima, pourvu que le coût de telle installation, de l'entretien et de l'opération de ladite tour et desdites barrières soit divisé également entre la Compagnie du Grand-Tronc et la Ville de Montréal; et, de plus, qu'un arrangement notarié soit préparé en conséquence et que Son Honneur le Maire et le greffier de la Ville soient autorisés à le signer au nom de la Ville.

3.—*Résolu*: Que le Département en Loi soit prié de donner son opinion sur la question de savoir si la Ville peut empêcher les propriétaires ou locataires d'enlever ou d'intervenir dans l'enlèvement de la neige sur les trottoirs que la Ville doit entretenir durant l'hiver, conformément aux règlements Nos 344 et 383.

4.—Sur proposition de M. l'échevin Leclair, il est

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié d'obtenir pour la prochaine séance, un rapport du surintendant sur les services donnés au département par feu M. Médéric Daignault.

5.—Soumis un extrait de la Commission des Parcs et Traverses, relativement au transport de la neige sur les parcs publics.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié de s'aboucher avec la Commission des Parcs et Traverses pour obtenir l'autorisation de déposer la neige sur lesdits parcs publics.

Ajournement.

RAOUL BOLTE,
Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 21 décembre

Son Honneur le Maire Louis Payette occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, Larivière, Proulx, Clearihue, Lévy, M. Martin, Dagenais, Robillard, L'Espérance, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, Stearns, N. Lapointe, Leclair, Giroux, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

ORDRE DU JOUR

1.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport de la Commission des Finances sur les crédits de 1909,

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN,

Propose: Que ledit rapport soit adopté.

M. l'échevin Lévesque soulève le point d'ordre suivant:

"Attendu que la Commission des Finances a biffé, de la réquisition des crédits de la Commission de l'Hôtel de Ville, l'item "L. de Montigny, directeur de la Gazette Municipale et secrétaire de la Commission de l'Hôtel de Ville, \$2,000"; qu'elle a chargé M. Chs.-E. Gagnon de la publication de la Gazette Municipale et du secrétariat de la Commission de l'Hôtel de Ville; qu'elle a placé dans le service des Impressions MM. Chs.-E. Gagnon et René Lalonde que la Commission de l'Hôtel de Ville avait jugé à propos de placer au service de la Gazette Municipale; qu'elle s'est ainsi ingérée dans l'administration du département confié à la Commission de l'Hôtel de Ville, en vertu de l'article 40 de la charte, par résolution du Conseil en date du 4 mars 1907, qui n'a pas été abrogée;

"Attendu qu'aucun article de la charte ni aucune des Règles du Conseil n'autorise la Commission des Finances à administrer quoi que ce soit, mais que l'article 42 de la charte limite spécifiquement les pouvoirs de la Commission des Finances au contrôle des finances de la Ville;

"Attendu que l'intervention de la Commission des Finances prive la Commission de l'Hôtel de Ville d'un employé qu'elle avait légalement engagé et réengagé, en vertu

2.—*Resolved*: That a report be made to Council recommending that the Grand Trunk Railway's offer, to construct a tower and gates at the railway crossing of Rose-de-Lima street be accepted, provided the cost of said construction, maintenance and operating of said tower and gates be divided equally between the Grand Trunk Railway Co., and the City of Montreal; and furthermore, that a notarial agreement be prepared accordingly, and that His Worship the Mayor and the City clerk be authorized to sign same on behalf of the City.

3.—*Resolved*: That the Law Department be asked to give their opinion as to whether the City can prevent proprietors or tenants from removing snow on the sidewalks which the City must maintain during winter, according to by-laws Nos 344 and 383.

4.—On motion of Ald. Leclair, it was

Resolved: That the City surveyor be asked to obtain for the next meeting, a report from the superintendent on services rendered to the department by the late Mr. Médéric Daignault.

5.—Submitted an extract from the minutes of the Parks and Ferries Committee anent the dumping of snow on public parks.

Resolved: That the City surveyor be asked to confer with the Parks and Ferries Committee and obtain from them authority to dump snow on said public parks.

Adjourned.

RAOUL BOLTE,
Secretary.

CITY COUNCIL

Report of special meeting held the 21st of December.

His Worship the Mayor, L. Payette, Esq., in the chair.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, Larivière, Proulx, Clearihue, Lévy, M. Martin, Dagenais, Robillard, L'Espérance, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, Stearns, N. Lapointe, Leclair, Giroux, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna.

ORDER OF THE DAY.

1.—The order of the day being read to consider a report from the Finance Committee on the appropriations for 1909,

Ald. L.-A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. J. B. A. MARTIN,

"That said report be adopted."

Ald. Lévesque raised a point of order to the following effect:

"Whereas the Finance Committee has struck from the requisition of the City Hall Committee the item "L. de Montigny, director of the Municipal Gazette and secretary of the City Hall Committee, \$2,000"; whereas it has entrusted Mr. Chs. E. Gagnon with the publication of the Municipal Gazette and the secretaryship of the City Hall Committee; and has placed in the Printing department Messrs. Chs. E. Gagnon and René Lalonde, whom the City Hall Committee had deemed advisable to place in the Municipal Gazette department, thus interfering in the administration of the department entrusted to the City Hall Committee, in virtue of Art. 40 of the charter, by resolution of Council under date of 4th March 1907, which has not been repealed;

"Whereas no article of the charter nor any of the Rules of Council authorizes the Finance Committee to administer any department, but as Art. 42 of the charter specifically limits the powers of the Finance Committee to the control of the City's finances;

"Whereas the intervention of the Finance Committee deprives the City Hall Committee of an employee whom it

de la clause 111 des *Règles du Conseil*; que l'intervention de la Commission des Finances bouleverse indûment le département de la *Gazette Municipale*, prive la Commission de l'Hôtel de Ville de la libre administration de son département et lui enlève les prérogatives que lui confère l'article 40 de la charte;

"Attendu qu'en soumettant au Conseil un rapport dans lequel la Commission des Finances supprime le directeur que la Commission de l'Hôtel de Ville avait jugé à propos de proposer à la *Gazette Municipale* et le secrétaire qu'elle s'était choisi et en qui elle avait mis sa confiance, et en remplaçant ce directeur-secrétaire par un employé de son choix, la Commission des Finances fait de cet employé un officier relevant du Conseil, contrairement à la clause 111 des *Règles du Conseil*;

"Attendu que la Commission des Finances, en intervenant dans les affaires de la Commission de l'Hôtel de Ville, contraint injustement la Commission de l'Hôtel de Ville, aux termes de l'article 42 de la charte, à obtenir le vote de la majorité absolue de tous les membres du Conseil pour rentrer en possession de ses prérogatives essentielles dont nul n'est autorisé à la priver;

"Attendu que l'ingérence de la Commission des Finances dans l'administration des diverses Commissions municipales établit un précédent devant enlever toute autorité aux échevins étrangers à la Commission des Finances;

"Attendu que les membres de ce Conseil peuvent encourir les plus graves responsabilités en votant l'adoption d'un rapport entaché d'illégalité;

"Attendu que la Commission de l'Hôtel de Ville a présenté à ce Conseil un rapport protestant contre l'illégalité de l'ingérence de la Commission des Finances, et qu'il est du devoir de ce Conseil de prendre en considération les légitimes protestations de la Commission de l'Hôtel de Ville;

"Attendu que la clause 113c des *Règles du Conseil* a aussi été violée en ce qu'il n'a pas été fait part à ce Conseil de la décision prise par la Commission des Finances au sujet des changements qu'elle a opérés dans le département de l'Hôtel de Ville;

"Attendu, en un mot, que le Conseil ne peut pas prendre en considération un rapport qu'il sait être illégal.

A CES CAUSES:

"Ledit rapport de la Commission des Finances, enfreignant manifestement les articles 40 et 42 de la Charte, ainsi que les clauses 111 et 113c des *Règles du Conseil*, ne peut être légalement pris en considération par ce Conseil dans sa teneur actuelle."

M. l'échevin L'Espérance soulève un point d'ordre, alléguant que ledit rapport est illégalement soumis au Conseil, vu les prescriptions de la clause 96 des *Règles du Conseil*.

Son Honneur le Maire quitte la chambre du Conseil pour étudier les objections soulevées par MM. les échevins Lévesque et L'Espérance, et il se retire dans le cabinet de la mairie.

M. l'échevin Ward, maire-suppléant, occupe le fauteuil de la présidence.

Du consentement unanime du Conseil, les affaires de routine suivantes sont expédiées:

LETTRES, REQUÊTES, ETC.

2.—De contribuables de Rosemont, se plaignant du service des tramways.

Renvoyée à la Commission de la Voirie.

3.—De M. A. Mireau, à l'effet d'ériger une chaudière à vapeur au No 411 de la rue Saint-Charles-Borromée.

Renvoyée à la Commission des Incendies et de l'Éclairage.

4.—Du "Montreal Board of Trade," demandant que l'effectif de la Police soit augmenté.

Déposée sur le bureau.

5.—De M. J.-A. Godin, architecte, et de M. F.-X. Aubé, entrepreneur, protestant contre la suspension, par le Conseil, des travaux de la station de Police No 13.

Renvoyée à la Commission spéciale instituée au sujet de cette station.

6.—De la "Montreal Light, Heat & Power Co.," émanant d'une décision au sujet de l'éclairage des rues.

M. l'échevin LAVALLEE, appuyée par M. l'échevin WARD,

Propose: Attendu que le Conseil a, le 10 décembre cou-

had legally engaged and re-engaged, under clause 111 of the *Rules of Council*; unduly disorganizes the *Municipal Gazette* department and deprives the City Hall Committee of the free administration of its department and divests it of the prerogatives conferred upon it by Art. 40 of the charter;

"Whereas by submitting to the Council a report in which the Finance Committee suppresses the director whom the City Hall Committee had deemed advisable to place in charge of the *Municipal Gazette*, and the secretary it had selected and in whom it had placed its confidence, and by replacing such director-secretary by an employee of its choice, the Finance Committee classes such employee among the officers under the jurisdiction of the Council, contrary to clause 111 of the *Rules of Council*;

"Whereas the Finance Committee, by interfering in the affairs of the City Hall Committee, unjustly compels the City Hall Committee, according to the terms of Art. 42 of the Charter, to obtain the vote of the absolute majority of all the members of the Council in order to recover its essential prerogatives, of which no one is authorized to deprive it;

"Whereas the interference of the Finance Committee in the administration of the various civic Committees establishes a precedent tending to divest the Aldermen not forming part of the Finance Committee of all authority;

"Whereas the members of this Council may incur most serious responsibilities by voting the adoption of an illegal report;

"Whereas the City Hall Committee has submitted to the Council a report protesting against the illegal intervention of the Finance Committee, and it is the duty of this Council to consider the legitimate protests of the City Hall Committee;

"Whereas clause 113c of the *Rules of Council* has also been violated, inasmuch as the decision taken by the Finance Committee in connection with the changes which it has made in the City Hall Department, has not been communicated to this Council;

"Whereas the Council cannot consider a report which it knows to be illegal;

"Therefore

"The said report of the Finance Committee, which clearly infringes Arts. 40 and 42 of the Charter as well as clauses 111 and 113c of the *Rules of Council*, cannot be legally considered by this Council in its present form.

Ald. L'Espérance raised a point of order, contending that said report was irregularly before the Council, in view of the provisions of rule 96 of the *Rules of Council*.

His Worship the Mayor left the Council chamber for the purpose of considering the objection raised by Ald. Lévesque and L'Espérance and retired to the Mayor's apartments.

Ald. Ward, acting mayor, took the chair.

With the unanimous consent of the Council, the following matters of routine were transacted:

LETTERS, PETITIONS, ETC.

2.—From ratepayers of Rosemont, complaining of the street car service.

Referred to Road Committee.

3.—From A. Mireau, to erect a steam boiler at No. 411 St. Chas.-Borromée street.

Referred to Fire and Light Committee.

4.—From Montreal Board of Trade, asking for more police protection.

Laid on the table.

5.—From J. A. Godin, architect, and F. X. Aubé, contractor, protesting against the action of Council in suspending work on No. 13 Police station.

Referred to special Committee concerning said station.

6.—From M. L. H. & P. Co., asking for a decision anent the lighting of streets.

Ald. LAVALLEE moved, seconded by Ald. WARD,

"Whereas the Council has, on the 10th. December inst., made to the M. L. H. & P. Co., a proposal in which it fixes the basis of an arbitration;

"Whereas the said Company, in reply to the said resolu-

rant, fait à la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power" une proposition dans laquelle il fixe les bases d'un arbitrage;

"Attendu que ladite Compagnie, en réponse à la communication de ladite résolution du Conseil, refuse d'accepter les bases de l'arbitrage telles que proposées par la Cité et fait une nouvelle proposition à la Cité, dans laquelle elle indique les bases sur lesquelles cet arbitrage devrait être fait;

"Attendu que ces diverses propositions portent sur des questions techniques, et qu'il convient, dans les circonstances,

(a) de requérir les services d'ingénieurs d'expérience devant aviser ce Conseil sur la valeur respective des deux propositions susdites, tant au point de vue scientifique qu'au point de vue pratique, et devant spécialement dire au Conseil si les bases de l'arbitrage, telles qu'énumérées dans la résolution de la Cité, peuvent apporter une solution équitable et juste, tant pour la Cité que pour la Compagnie, du différend existant entre elles au sujet de l'éclairage municipal;

(b) de requérir en outre lesdits ingénieurs de déclarer dans leur rapport quel prix par lampe il conviendrait d'offrir à la Compagnie,

"Qu'il soit Résolu

"Que ce Conseil autorise le greffier de la Cité à transmettre lesdites deux propositions à MM. P.-W. St-George, Beaudry Leman et Robert-A. Ross, ingénieurs, dont les services ont déjà été requis par la Commission spéciale des Conduits souterrains, et de les prier de soumettre au Conseil, dans le plus bref délai possible, un rapport conforme aux dispositions de la présente résolution; et qu'une somme de \$150 soit imputée sur le crédit déjà voté à ladite Commission des Conduits souterrains et appliquée au paiement des honoraires desdits ingénieurs.

M. l'échevin Giroux soulève un point d'ordre, alléguant que cette motion ne peut être présentée, attendu que la Commission des Finances n'a voté aucun crédit pour payer les honoraires des experts désignés, ainsi que l'exige l'article 42 de la charte.

Le maire-suppléant déclare que ladite motion est dans l'ordre, attendu qu'elle porte le certificat voulu du contrôleur de la Ville.

M. l'échevin Giroux soulève un point d'ordre, alléguant que ladite motion ne peut être prise en considération maintenant, attendu qu'elle aurait dû être précédée d'un avis de motion.

Le maire-suppléant déclare que ladite motion est dans l'ordre et que le Conseil peut en disposer, attendu que cette motion se rapporte à la question actuellement devant le Conseil et est couverte par la résolution adoptée à la dernière séance du Conseil.

Son Honneur le Maire rentre dans la chambre du Conseil et reprend le fauteuil de la présidence.

Et un débat s'engageant, ladite lettre de la "Montreal Light, Heat & Power Co.", de même que ladite communication de ladite Compagnie en date du 14 décembre 1908, étant lues,

M. l'échevin Laviolette adresse la parole au président au sujet de la question de l'éclairage.

M. l'échevin Lavallée soulève un point d'ordre, alléguant que M. l'échevin Laviolette doit se limiter à la question soumise au Conseil.

Son Honneur le Maire se prononce dans l'affirmative.

Ladite motion étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, Lariivière, Proulx, Clearihue, Lévy, M. Martin, Robillard, L'Espérance, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Mount, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—28.

Contre: Giroux, Laviolette, Gadbois, Lévesque, Guay, David, Roy—7.

Ladite motion est ainsi affirmativée, et il est

Résolu: En conséquence.

Le Conseil reprend alors la discussion sur le rapport de la Commission des Finances qui soumet les crédits de 1909.

Son Honneur le Maire fait connaître comme suit sa décision sur les points d'ordre soulevés par MM. les échevins Lévesque et L'Espérance:

tion of Council, refuses to accept the basis of arbitration as proposed by the City and made a new proposal to the City, in which it indicates the basis on which such arbitration should take place;

"Whereas these different proposals bear upon technical questions and it is advisable, under the circumstances,

(a) to retain the services of experienced engineers, who will be asked to advise this Council as to the respective value of both the aforesaid proposals, from a scientific as well as from the practical standpoint, and to especially inform the Council whether the basis of arbitration as set forth in the resolution of the City can bring about a fair and equitable solution, both for the City and for the Company, of the difference existing between them in connection with municipal lighting;

(b) to require, moreover, the said engineers to state in their report what price per lamp should be offered to the Company;

"Be it Resolved:

"That the City Clerk be authorized by this Council to transmit both said proposals to Messrs. P. W. St. George, Beaudry Leman and Robert A. Ross, engineers whose services have already been retained by the special Committee on Underground Conduits, and to request them to submit to the Council, within the shortest possible delay, a report in accordance with the provisions of this resolution; and that a sum of \$150 be charged against the appropriation already voted to the said Committee on Underground Conduits, and to be applied to the payment of the fees of said engineers".

Ald. Giroux raised a point of order, contending that such motion could not be put, inasmuch as no funds had been voted by the Finance Committee to pay the fees of the experts mentioned therein, as required by Art. 42 of the Charter.

The acting mayor ruled that said motion was in order, inasmuch as it bore the required certificate of the City comptroller.

Ald. Giroux raised a point of order, contending that such motion could not be considered at the present meeting, inasmuch as notice thereof should be given.

The acting mayor ruled that said motion was in order, and could be disposed of by the Council, inasmuch as the same was pertinent to the question before the Council, and was covered by the resolution adopted at the last meeting of Council.

His Worship the Mayor having entered the Council chamber, took the chair.

And a debate arising, the said letter from the M. L. H. & P. Co., as well as their communication dated Dec. 14th 1908 being read, Ald. Laviolette addressed the Chair anent the lighting question.

Ald. Lavallée raised a point of order, contending that Ald. Laviolette must confine himself to the matter before the Chair.

His Worship the Mayor ruled in the affirmative.

The vote being taken on said motion, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, Lariivière, Proulx, Clearihue, Lévy, M. Martin, Robillard, L'Espérance, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Mount, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna—28.

Nays: Giroux, Laviolette, Gadbois, Lévesque, Guay, David, Roy—7.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

The Council thereupon resumed debate on the report of the Finance Committee submitting the appropriations for 1909.

And His Worship the Mayor gave his ruling on the points of order raised by Aldermen Lévesque and L'Espérance as follows:

1.—After taking communication of the point of order raised by Ald. Lévesque, and taking cognizance of the provisions of the Charter concerning the attributions of the Finance Committee, I come to conclusion that the report

10. Après avoir pris connaissance du point d'ordre soulevé par M. l'échevin Lévesque et avoir étudié les prescriptions de la charte touchant les attributions de la Commission des Finances, j'en suis venu à la conclusion que le rapport de cette Commission, qui constitue le budget pour le prochain exercice, est régulièrement à l'ordre du jour et n'enfreint point les articles 40 et 42 de la charte, pas plus que les clauses 111 et 113 des *Règles du Conseil*, et que ledit rapport peut conséquemment être légalement pris en considération par le Conseil en sa teneur actuelle.

20. Quant au point d'ordre soulevé par M. l'échevin L'Espérance, je dois déclarer que la Règle 96, à laquelle ce point d'ordre réfère, ne s'applique pas en l'espèce.

Et un débat s'engageant,

M. l'échevin GIROUX, appuyé par M. l'échevin L'ESPERANCE, propose en

Amendement: Que le rapport de la Commission des Finances soit amendé en retranchant, dans les crédits de la Commission de l'Hôtel de Ville, sur l'item "*Bibliothèque Technique, Ste-Cunégonde. — Réorganisation du personnel des bibliothèques.*" un montant de \$1,200, et, sur l'item "*Améliorations et réparages \$4,000.*" un montant de \$800, et en ajoutant l'item suivant: "*Louvigny de Montigny, directeur de la "Gazette Municipale" et secrétaire de la Commission de l'Hôtel de Ville, \$2,000.*"

M. l'échevin L.-A. Lapointe soulève un point d'ordre, alléguant que ledit amendement ne peut être présenté, vu la règle 111 des *Règles du Conseil*, la nomination du directeur de la *Gazette Municipale* étant du ressort de la Commission de l'Hôtel de Ville et non pas du Conseil.

Son Honneur le Maire décide que ledit amendement est régulièrement devant le Conseil qui, en fait de nomination, est suprême.

Le vote étant pris sur ledit amendement, le Conseil se partage:

Pour: Lévy, M. Martin, Robillard, L'Espérance, N. Lapointe, Giroux, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, Nault, Marin, Lévesque, Major, David, Roy, Mount, Prud'homme, McKenna—19.

Contre: L.-A. Lapointe, Larivière, Proulx, Clearihue, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, Leclaire, O'Connell, Robinson, J.-B.-A. Martin, Séguin, Duquette, Guay, Carter, Lamoureux—17.

Son Honneur le Maire décide que ledit amendement est négatif, vu l'article 42 de la charte qui stipule que, sur le refus de la Commission des Finances de sanctionner une demande de crédit d'une Commission, le Conseil peut accorder ce crédit par un vote de la majorité absolue de tous ses membres, soit 22 voix; laquelle majorité absolue n'a pas été donnée audit amendement.

Le vote étant pris sur la proposition principale de M. l'échevin L.-A. Lapointe, appuyé par M. l'échevin J.-B.-A. Martin, à l'effet que le rapport de la Commission des Finances soit adopté, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, Larivière, Proulx, Clearihue, Robillard, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Guay, David, Carter, Lamoureux, Prud'homme—26.

Contre: Lévy, M. Martin, L'Espérance, Giroux, Laviolette, Lévesque, Major, Roy, Mount, McKenna—10.

Ladite proposition est ainsi affirmativée, et il est

Résolu: En conséquence.

AVIS DE MOTION

7.—De M. l'échevin Lévy, à l'effet de reprendre en considération le vote donné sur l'amendement de M. l'échevin Giroux, appuyé par M. l'échevin L'Espérance, *re crédits de 1909.*

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin PROULX,

Le Conseil s'ajourne.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,
Sous-greffier de la Ville.

of said Committee which constitutes the budget for the coming year is regularly on the order of the day, and is not in contravention with Arts. 40 and 42 of the Charter and of clauses 111 and 113 of the *Rules of Council*, and therefore that such report may be legally considered by the Council in its present form.

2.—As regards the point of order raised by Ald. L'Espérance I must state that Rule 96 to which he refers is not applicable in the premises.

And a debate arising, Ald. GIROUX moved in amendment, seconded by Ald. L'ESPERANCE.

"That the report of the Finance Committee be amended by striking from the appropriations of the City Hall Committee upon the item "*Technical Library, Ste. Cunégonde, —Reorganization of the staff of the libraries*" an amount of \$1,200, and on the item "*Improvements and repairs \$4,000*" an amount of \$800 and by adding the following item: "*L. de Montigny, director of the Municipal Gazette and secretary of the City Hall Committee, \$2,000*".

Ald. L. A. Lapointe raised a point or order contending that said amendment could not be put in view of Rule 111 of the *Rules of Council*, inasmuch as the appointment of the director of the *Municipal Gazette* did not belong to the Council but to the City Hall Committee.

His Worship the Mayor ruled that said amendment was regularly before the Council, which body in matters of appointments was supreme.

The vote being taken on said amendment, the Council divided:

Yeas: Lévy, M. Martin, Robillard, L'Espérance, N. Lapointe, Giroux, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, Nault, Marin Lévesque, Major, David, Roy, Mount, Prud'homme, McKenna—19.

Nays: L. A. Lapointe, Larivière, Proulx, Clearihue, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, Leclaire, O'Connell, Robinson, J. B. A. Martin, Séguin, Duquette, Guay, Carter, Lamoureux—17.

His Worship the Mayor decided that said amendment had passed in the negative in view of Sect. 42 of the Charter, which provides that, upon the refusal of the Finance Committee to sanction an appropriation asked for by any Committee, the Council may by a vote of the absolute majority of all its members, to wit: 22 votes, order such appropriation to be made; which absolute majority has not been given in this case.

The vote being taken on the main motion of Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. J. B. A. Martin, that the report of the Finance Committee be adopted, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, Larivière, Proulx, Clearihue, Robillard, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Guay, David, Carter, Lamoureux, Prud'homme—26.

Nays: Lévy, M. Martin, L'Espérance, Giroux, Laviolette, Lévesque, Major, Roy, Mount, McKenna—10.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

NOTICE OF MOTION.

7.—By Ald. Lévy, that the vote on the amendment of Ald. Giroux and L'Espérance, *re the appropriations for 1909*, be reconsidered.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. PROULX,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

COMMISSION DES MARCHES

Compte rendu de l'assemblée du 23 décembre

Sont présents: MM. les échevins Lévy, président, Giroux, Prud'homme, Lamoureux.

1.—Soumise et lue une lettre de M. Jos. Richer, locataire des étaux Nos. 29 et 30 de l'extérieur du marché Bonsecours, rue Saint-Paul, demandant la permission de résilier son bail.

Résolu: Que cette résiliation soit reçue et acceptée, ledit M. Richer devant néanmoins rester responsable du loyer jusqu'à l'expiration de son bail.

Le surintendant ayant fait rapport que les étaux en question ont été mis en location, les soumissions suivantes sont alors soumises et lues:

H. Ostigny, offrant \$4.50 par semaine avec M. Léon Payette, hôtelier, comme caution.

G. Laflamme & Cie, offrant le même montant, soit \$4.50 par semaine, avec M. T. Charpentier comme caution.

M. l'échevin Lamoureux

Propose: Que la soumission de M. H. Ostigny soit acceptée aux prix et conditions spécifiés, soit \$4.50 par semaine, avec la caution spécifiée.

M. l'échevin Giroux propose en

Amendement: Que la soumission de MM. G. Lafortune & Cie soit acceptée, avec le cautionnement plus haut mentionné.

L'amendement étant mis aux voix, la Commission se partage:

Pour: Giroux—1.

Contre: Prud'homme, Lamoureux—2.

Ledit amendement est ainsi négativé.

La motion principale étant mise aux voix, est adoptée sur la même division renversée des voix, et il est

Résolu: En conséquence.

2.—Soumise et lu un rapport de la sous-commission autorisée à prendre en considération les plaintes de M. A.-J. Hart contre M. L. Bouvier, tous deux locataires du marché Bonsecours, recommandant à la Commission que les plaintes dudit M. Hart ne soient pas prise en considération et que ledit M. Bouvier continue, comme par le passé, à être locataire de l'étal qu'il occupe actuellement dans ledit marché.

Résolu: Que ce rapport soit reçu et adopté.

3.—Soumise et lue une lettre de M. D. McNicoll, vice-président de la Compagnie du Pacifique Canadien, en réponse à une lettre de cette Commission du 21 courant, au sujet de l'abandon de l'ancien marché à bestiaux de l'Est et des bâtisses sus-érigées, demandant à la Ville de prendre immédiatement possession des bâtisses en question.

Résolu: Qu'un rapport soit présenté au Conseil pour demander l'autorisation de vendre, soit par encan ou par soumission, toutes les bâtisses, matériaux, etc., situés sur le terrain de l'ancien marché à bestiaux de l'Est, afin de livrer à ladite compagnie le terrain en question qui devra faire partie du nouveau marché maintenant connu sous le nom de "Marché public à bestiaux de l'Est", conformément à l'arrangement intervenu entre la Ville et ladite compagnie, le 16 mai 1908; sujet à l'approbation du Département en Loi.

4.—Soumise et lue une lettre de M. D. McNicoll, vice-président de la Compagnie du Pacifique Canadien, en réponse à une lettre en date du 10 courant, à lui adressée par M. l'échevin Lévy, demandant de renseigner ladite Compagnie, soit par un plan ou dessin, quant à l'endroit où devra être placée la balance dont il est question.

Résolu: De prier M. McNicoll, le vice-président de ladite Compagnie, de bien vouloir faire parvenir une copie des plans du nouveau marché public à bestiaux de l'Est, afin que la Commission puisse désigner d'une manière plus précise l'endroit projeté.

5.—M. le président informe la Commission que, selon l'autorisation qu'il a reçue, il a, en compagnie du surintendant, rencontré M. D. McNicoll, vice-président de la Compagnie du Pacifique Canadien, et qu'il a obtenu de ce dernier la permission de faire installer une balance à bes-

MARKET COMMITTEE

Report of meeting held the 23rd of December.

Present: Ald. Lévy, chairman, Giroux, Prud'homme, Lamoureux.

1.—Submitted and read a letter from Mr. Jos. Richer, tenant of stalls Nos. 29 and 30, outside of Bonsecours market, St. Paul street, asking permission to resign his lease.

Resolved: That said resignation be received and accepted, the said Mr. Richer, nevertheless, to remain responsible for the rent until the end of his lease.

The superintendent having reported that the stalls in question had been offered to let, the following tenders were then submitted and read:

H. Ostigny, offering \$4.50 per week, with Mr. Léon Payette, hotel keeper, as his boundsman.

G. Lafortune & Co., offering the same sum, to wit \$4.50 per week, with Mr. T. Charpentier as bondsman.

Ald. Lamoureux

Moved: That Mr. H. Ostigny's tender be accepted at the price and conditions specified, to wit: \$4.50 per week with the security therein mentioned.

Ald. Giroux moved in

Amendment: That Messrs. G. Lafortune & Co's, tender with the above specified security be accepted.

The amendment being put, the Committee divided:

Yea: Giroux—1.

Nays: Prud'homme, Lamoureux—2.

So the said amendment was lost.

The main motion being put, it was carried on the same division reversed, and it was

Resolved: Accordingly.

2.—Submitted and read a report from the sub-committee authorized to consider the complaints of Mr. A. J. Hart, against Mr. L. Bouvier, both tenants in Bonsecours market, recommending the Committee not to entertain Mr. Hart's complaints; and that the said Mr. Bouvier continue, as heretofore, to hold as tenant the stall he presently occupies in the said market.

Resolved: That the said report be received and adopted.

3.—Submitted and read a letter from Mr. D. McNicoll, vice-president of the Canadian Pacific Ry., replying to a letter sent by this Committee, dated the 21st instant, anent the abandonment of the old Eastern cattle market, and of the building thereon erected, asking the City to take possession of said buildings at once.

Resolved: That a report be made to Council asking authority to sell by auction or by tenders, all the buildings material, etc., situated on the ground of the old Eastern cattle market, so as to deliver to the said Company, the ground in question, which shall form part of the new market, presently called the "Eastern Public Cattle Market", in accordance with the agreement made between the City and the said Company, on the 16th of May 1908; with the Law Department's approval.

4.—Submitted and read a letter from Mr. D. McNicoll, vice-president of the Canadian Pacific Ry. Co., replying to a letter, dated the 10th instant, sent him by Ald. Lévy, asking to inform the said Company, either by a plan or sketch, as to the spot where the scale in question should be placed.

Resolved: That Mr. McNicoll, the vice-president of said Company, be asked to send a copy of the plans of the new Eastern Public Cattle Market, so that the Committee might point out in a more precise way, the proposed spot.

5.—The chairman informed the Committee that, according to the authorization received, accompanied by the superintendent, he met Mr. D. McNicoll, vice-president of the Canadian Pacific Ry Co., and that he had obtained from the latter, permission to place in the market a scale

tiaux dans le marché aux petits animaux du nouveau marché public à bestiaux de l'Est, à l'endroit choisi et convenu entre la Cité et ladite Compagnie.

Résolu: Que la balance soit, en conséquence, installée à l'endroit choisi par la Ville, sujet à une lettre de consentement de la part de ladite Compagnie à cet effet, sans préjudice au contrat maintenant existant entre la Ville et ladite Compagnie, et que le surintendant soit autorisé à donner avis à la Compagnie "Canadian Fairbanks", d'avoir à installer ladite balance aux prix et conditions spécifiés dans sa soumission acceptée par la Commission à une séance antérieure.

6.—Au sujet des deux balances actuellement installées et en opération sur le nouveau marché public à bestiaux de l'Est, par la Compagnie du Pacifique Canadien, et du projet d'installation des deux balances de la Ville à cet endroit,

M. l'échevin Lamoureux propose, et il est

Résolu: Que M. le président soit prié de bien vouloir conférer avec M. D. McNicoll, le vice-président de ladite Compagnie, sur la question de savoir si ladite Compagnie consentirait à acheter les balances de la Ville, et la Ville, de son côté, celles de ladite Compagnie, avec prière de faire rapport pour la prochaine assemblée.

7.—Sont soumisees et lues les soumissions suivantes pour les travaux de peinture, vitrage, etc., devant être exécutés dans le haut de l'aile Ouest du marché Bonsecours:

T.-A. Gauthier.	\$200.00
Théo. Peladeau.	219.00
Henri Gauthier.	262.00
Henri Gingras.	275.80
Colas & Charest.	300.00

Sur proposition de M. l'échevin Giroux, il est

Résolu: Que la soumission de M. T.-A. Gauthier, étant la plus basse, soit acceptée aux prix et conditions spécifiés, soit \$200.

Journalment.

A. LEBLANC,
Secrétaire.

for small cattle of the new Eastern Public Cattle Market, on the spot selected and agreed upon by the City and said Company.

Resolved: That the scale be accordingly placed on the spot selected by the City, provided the written consent of the Company is obtained, without prejudice to the contract now existing between the City and the said Company, and that the superintendent be authorized to notify the Canadian Fairbanks Co. to place the said scale at prices and conditions specified in its tender accepted by the Committee at a former meeting.

6.—In connection with the two scales now installed and operated in the new Eastern Public Cattle Market by the Canadian Pacific Ry. Co., and with the proposed installation of two scales in the said market,

Ald. Lamoureux moved, and it was

Resolved: That the chairman be instructed to confer with Mr. D. McNicoll, vice-president of said Company, as to whether the said Company would consent to purchase the two scales of the City, and the City on its part would purchase the Company's scales, and report for the next meeting.

7.—Submitted and read the following tenders for painting, glazing, etc., to be done in the Western upper part of Bonsecours market:

T.-A. Gauthier.	\$200.00
Théo. Peladeau.	219.00
Henri Gauthier.	262.00
Henri Gingras.	275.80
Colas & Charest.	300.00

On motion of Ald. Giroux, it was

Resolved: That Mr. T. A. Gauthier's tender, being the lowest, be accepted at prices and conditions specified, to wit: \$200.

Adjourned.

A. LEBLANC,
Secretary.

COMMISSION DES INCENDIES ET DE L'ECLAIRAGE

Compte rendu de l'assemblée ajournée du 23 décembre

Sont présents: MM. les échevins Gallery, David, Séguin et Laviolette.

En l'absence de M. le président, M. l'échevin Gallery occupe le fauteuil de la présidence.

1.—Soumis et lus les rapports suivants:

(a) Du chef-adjoint du service des Incendies, recommandant d'opérer le virement des montants disponibles suivants:

Salaires.	\$725
Gages.	200
Nouveaux appareils (No 5).	341
Machines.	25
Tuyaux d'aspiration.	36
Achat de chevaux.	37
	<hr/>
	\$1,364

Et qu'une somme additionnelle de \$2,089.61 soit accordée afin de couvrir les item des crédits suivants pour terminer l'année:

Ameublement.	\$ 64.26
Construction de l'atelier.	116.69
Harnachement.	249.40
Fourniture.	383.59
Combustible.	15.00
Entretien des chevaux.	1,000.00
Réparations des appareils.	973.00
Dépenses casuelles.	114.50
Eclairage.	375.00
Uniformes.	82.60
Réparations des postes.	79.57
	<hr/>
	\$3,453.61

FIRE AND LIGHT COMMITTEE

Report of adjourned meeting held the 23rd of December.

Present: Ald. Galdery, David, Séguin and Laviolette.

In the absence of the chairman, Ald. Gallery was moved to the chair.

1.—Submitted and read the following reports:

(a) From the deputy-chief of the Fire department recommending that the following available amounts be varied:

Salaries.	\$725
Wages.	200
New apparatus (No. 5).	341
Machinery.	25
Suction Hose.	36
Purchase of horse.	37
	<hr/>
	\$1,364

And that an additional sum of \$2,089.61 be granted in order to cover the following items of appropriations to finish the year:

Furniture.	\$ 64.26
Building of shops.	116.69
Harness.	249.40
Supplies.	383.59
Fuel.	15.00
Horse keep.	1,000.00
Repairs to apparatus.	973.00
Contingencies.	114.50
Lighting.	375.00
Uniforms.	82.60
Repairs to stations.	79.67
	<hr/>
	\$3,453.61

Après mûre considération, il est

Résolu: De souscrire au rapport du chef-adjoint, et de présenter au Conseil un rapport en conséquence.

(b) Du chef-adjoint du service des Incendies, demandant d'annoncer, par la voie des journaux, pour des soumissions pour la fourniture de pardessus et bottes en caoutchouc, afin de procurer aux pompiers ces articles durant la saison d'hiver, temps où ils en ont le plus besoin.

Résolu: D'acquiescer à cette demande et d'autoriser le secrétaire à demander des soumissions par la voie des journaux, lesdites soumissions devant être reçues jusqu'à midi, samedi le 2 janvier 1909.

(c) Du chef-adjoint du service des Incendies, demandant de prier la Commission de l'Aqueduc de faire poser un tuyau de 3" pour le service d'eau à la nouvelle caserne de pompiers No 20, en voie de construction à l'angle des rues Craig et Chenneville.

Résolu: De souscrire à ce rapport, et que la Commission de l'Aqueduc soit priée de faire poser ce tuyau de 3" aussi tôt que possible.

(d) Du chef-adjoint du service des Incendies, déclarant qu'il a commencé à faire arroser les patinoirs par les pompiers, suivant la résolution du Conseil du 14 courant, et qu'il a constaté que, dans le cas de certains patinoirs privés, l'entourage étant mal construit, l'eau s'en échappe, et peut causer des dommages à la propriété; il désire dégager sa responsabilité des dommages qui pourraient survenir de ce fait.

Résolu: De référer le rapport du chef-adjoint au Département en Loi avec prière de donner son opinion quant à la responsabilité de la Ville à ce sujet, ou quant à la responsabilité des dommages causés par l'eau s'échappant de ces patinoirs.

(e) Du Département en Loi, *re* protêt de Dame Henriette Moncel, veuve de L.-Philippe Lemay, contre l'érection d'un mur, rue Chaboillez.

Déposé aux archives.

(f) Du Département en Loi, *re* indemnité de \$1,000 aux héritiers légaux de feu le capitaine Ernest Benoit, déclarant que ces héritiers ont droit à l'indemnité de \$1,000, laquelle doit être payée à l'épouse du défunt comme tutrice dûment nommée à son enfant mineur, après que les formalités auront été remplies pour disposer de ladite indemnité aux termes du testament de ce dernier et, à défaut de tel testament, sur l'autorisation du conseil de famille, convoqué par autorité de justice, pour faire l'emploi des deniers.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recommandant de payer aux héritiers légaux du capitaine Ernest Benoit l'indemnité de \$1,000, conformément à la résolution adoptée par le Conseil, le 18 janvier 1875 et suivant les instructions du Département en Loi.

2.—Soumises et lues les lettres suivantes:

(a) De M. J.-C. Legris, secrétaire de la paroisse St-Jean-Berchmans, demandant de poser quelques lumières sur l'avenue Papineau, dans le voisinage de l'église de ladite paroisse.

Renvoyée au surintendant de l'Eclairage avec prière de faire rapport.

(c) De M. J.-E. Slattery, demandant, au nom des enfants qui résident sur la rue Riverside, près de la rue Mill, d'arroseur un patinoir.

Renvoyée au chef-adjoint du service des Incendies.

(d) De M. John Hoolahan, qui se plaint de ce que les bornes-fontaines du quartier St-Henri sont à une distance de 800 pieds les unes des autres et déclarant que ces bornes-fontaines devraient être à une distance de 500 pieds.

Renvoyée au chef-adjoint du service des Incendies avec prière de faire rapport.

3.—Soumis et lu un rapport du surintendant du service de l'Eclairage, demandant l'autorisation d'acheter un appareil électrique "Portable Standard Integrating Wattmeter" pour l'usage du département.

Résolu: D'acquiescer à la demande du surintendant.

Adjournement.

Z.-S. MELOCHE,
Secrétaire.

After due deliberation, it was

Resolved: To concur in the deputy-chief's report and that a report be made to Council accordingly.

(b) From the deputy-chief of the Fire department, asking that tenders be advertised for, for the supply of rubber coats and boots in order to furnish the firemen with these materials during the winter season, the time, when rubber coats and boots are most needed by the firemen.

Resolved: To accede to the request and that the secretary be authorized to advertise for tenders, said tenders to be received on Saturday the 2nd January 1909.

(c) From the deputy-chief of the Fire department, asking that the Water Committee be requested to have a 3" water pipe laid at the new No. 20 fire station, now in course of construction, corner of Craig and Chenneville streets.

Resolved: To accede to the request, and that the Water Committee be requested to have the said 3" water pipe laid as soon as possible.

(d) From the deputy-chief of the Fire department, declaring that he had commenced the flooding of skating rinks by firemen, according to the resolution of the Council adopted on the 14th instant, and it appeared that the sides of certain private skating rinks were badly constructed causing the water to run out and which might cause damages to property. The deputy-chief wished to be relieved of responsibility of any damages that might be caused by said water.

Resolved: To refer the deputy-chief's report to Law Department with instructions to give their opinion as to the responsibilities of the City, in the matter, and as to who would be responsible for damages caused by water running out of said skating rinks.

(e) From the Law Department *re* protest from Mrs. Henriette Moncel, widow of L. Philippe Lemay, against the erection of a wall, Chaboillez street.

Filed of record.

(f) From the Law Department *re* indemnity of \$1,000, to the legal heirs of late captain Ernest Benoit, declaring that his heirs have right to an indemnity of \$1,000, which indemnity must be paid to the widow of the deceased as only appointed guardian to her minor child, after the formalities have been filled to dispose of the said indemnity as per the terms of captain Benoit's will, and in default of a testament, on the authorisation of a family meeting called by authority of justice, for the placing of the money.

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the legal heirs of late captain Ernest Benoit be paid an indemnity of \$1,000 according to the resolution adopted by the Council, on January 18th 1875, and as may be directed by the City attorneys.

2.—Submitted and read the following letters.

(a) From Mr. J. C. Legris, secretary of St. Jean-Berchmans' parish, asking that a few lights be placed on Papineau avenue, in the neighborhood of the church of said parish.

Referred to the superintendent of the Light department with instructions to report thereon.

(b) From Mrs. Caroline Cox, asking to place two lights at skating rinks situated on the park of the Playground's Association, Hibernia street.

Referred to the Light superintendent with instructions to report thereon.

(c) From Mr. J. E. Slattery, asking on behalf of the children residing on Riverside street, near Mill street, the flooding of a skating rink.

Referred to the deputy-chief of the Fire department.

(d) From Mr. John Hoolahan, complaining of hydrants in St. Henry ward, being 800 feet apart, and declaring that said hydrants should be only 500 feet apart.

Referred to the deputy-chief of the Fire department with instructions to report hereon.

3.—Submitted and read a report from the superintendent of the Light department, asking authorization to purchase a Portable Standard Integrating Wattmeter for the use of the department.

Resolved: That the superintendent's request be acceded to.

Adjourned.

Z.-S. MELOCHE,
Secretary.

COMMISSION SPECIALE re EX-DETECTIVE F. GUERIN

Compte rendu de l'assemblée du 23 décembre

Sont présents: Son Honneur le Maire, au fauteuil de la présidence, MM. les échevins L.-A. Lapointe, Larivière, Ward, Leclaire, Laviolette, Gallery.

M. l'échevin Larivière s'adresse au président et demande que la Commission siège à huis-clos pour quelques instants.

La Commission se retire alors dans les salons privés du Maire et discute l'opportunité de siéger en l'absence de certains membres de la Commission.

La Commission reprend sa séance et l'on constate l'absence de MM. les échevins Mercier et McKenna, membres de la Commission.

M. L.-T. Maréchal, procureur de M. F. Guérin, déclare qu'il s'en rapporte à la décision de la Commission quant à la question de savoir si la Commission doit procéder à l'enquête aujourd'hui en l'absence de certains membres de la Commission, mais il ne s'oppose pas à un ajournement.

M. J.-A. St-Julien annonce à la Commission qu'il représente le président de la Commission de Police et se déclare prêt à procéder.

M. l'échevin Larivière propose alors, et il est

Résolu: Que, vu l'absence des échevins Mercier et McKenna, et les déclarations des procureurs des intéressés, la Commission s'ajourne à jeudi, le 7 janvier prochain, à 2.30 heures p.m. (M. l'échevin Ward dissident).

RENE BAUSET,
Secrétaire.

COMMISSION SPECIALE re CONDUITS SOUTERRAINS

Compte rendu de l'assemblée du 23 décembre

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, président, Sadler, Leclaire, Duquette, Couture, Ward, Larivière.

1.—Soumise une lettre de la "Bell Telephone Company of Canada", présentée au Conseil le 14 décembre 1908 et renvoyée à cette Commission, insistant pour qu'il soit permis à ladite Compagnie d'ouvrir la rue McGill aux fins de fournir un service de téléphone à l'édifice de la Banque des Cantons de l'Est.

Et un débat s'engageant, il est

Résolu: Que, afin de ne pas priver du service téléphonique les nombreux locataires de la Banque des Cantons de l'Est, nonobstant le fait que ladite Compagnie n'a pas accepté les conditions qui ont été imposées par le Conseil, le 30 novembre 1908, en rapport avec la susdite permission, et aussi au sujet de la pose de conduits dans les rues Prince-Arthur, Sherbrooke et DeMontigny, permission soit accordée à ladite Compagnie de poser des conduits dans la rue McGill et dans la ruelle Fortification, pour fournir des raccords de téléphone à l'édifice de la Banque des Cantons de l'Est, aux conditions suivantes:

1o Lesdits conduits devront être construits aux endroits indiqués par les lignes rouges ponctuées sur le plan dressé par les ingénieurs spéciaux de la Cité.

2o La Cie de téléphone Bell devra fournir, relier et maintenir, dans ses conduits sur les rues ci-dessus, les fils nécessaires pour le système d'alarmes d'incendie et le service de patrouille de la police, en considération de la permission de se servir des rues susdites qui lui est par les présentes accordée.

3o Lesdits conduits devront être construits conformément aux devis préparés par les ingénieurs spéciaux de la Cité, et tous les travaux devront être exécutés à la satisfaction de la Cité.

4o La Cie de Téléphone Bell devra enlever immédiatement, après l'installation desdits conduits, tous les poteaux

SPECIAL COMMITTEE re EX-DETECTIVE F. GUERIN

Report of meeting held the 23rd of December.

Present: His Worship the Mayor in the chair, Ald. L. A. Lapointe, Larivière, Ward, Leclaire, Laviolette, Gallery.

Ald. Larivière asked the chairman that the Committee sit with closed doors for a few minutes.

The members then entered the Mayor's private chamber and discussed the advisability of sitting notwithstanding the absence of certain members of the Committee.

The Committee resumed their sitting, and the absence of Ald. Mercier and McKenna, members of the Committee, was noted.

Mr. L. T. Maréchal, attorney for Mr. F. Guérin, stated he left it to the decision of the Committee as to whether the Committee should proceed with the investigation to-day, in the absence of certain members of the Committee, but that he was not opposed to an adjournment.

Mr. J. A. St-Julien stated that he appeared for the chairman of the Police Committee and that he was ready to proceed.

Ald. Larivière then moved and it was

Resolved: That, owing to the absence of Ald. Mercier and McKenna, and to the statements of the attorney of the interested parties, the Committee adjourned until Thursday, the 7th of January next, at 2.30 o'clock p.m. (Ald. Ward dissenting).

RENE BAUSET,
Secretary.

SPECIAL COMMITTEE re UNDERGROUND CONDUITS

Report of meeting held the 23rd of December.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, chairman, Sadler, Leclaire, Duquette, Couture, Ward, Larivière.

1.—Submitted a letter from the Bell Telephone Company of Canada, which was presented to Council on the 14th December 1908, and referred to this Committee, urging that permission be granted to said Company to open McGill street for the purpose of supplying telephone service to the Eastern Townships Bank Building.

And a debate arising, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that in order not to deprive the numerous tenants of the Eastern Townships Bank Building of telephone service, notwithstanding the fact that the said Company has not accepted the conditions imposed by the Council on the 30th Nov. 1908, in connection with the above permission and with regard also to the laying of conduits in Prince Arthur, Sherbrooke and DeMontigny streets, permission be granted to said Company to lay conduits in McGill street and Fortification lane to supply telephone connections to the Eastern Townships Bank Building on the following conditions:

1o Said conduits to be located as shown in dotted red lines on the plan prepared by the special City Engineers.

2o The Bell Telephone Co. shall provide and maintain the necessary wires in their conduit on the above streets for the fire alarm and police patrol systems, in consideration of the permission hereby granted to them by the City to use the above streets.

3o Said conduits to be constructed in accordance with the specifications set forth by the special City engineers and the whole work to be done to the satisfaction of the City.

4o The Bell Telephone Co., shall remove immediately after the installation of said conduits, all its poles from

qu'elle possède sur les rues sus-mentionnées, excepté ceux qui seront absolument nécessaires pour la distribution de l'énergie électrique. Tous les fils de distribution devront être posés dans les ruelles partout où ce sera possible. Dans tous les cas, la Compagnie devra démontrer que toutes les mesures raisonnables et nécessaires ont été prises par elle pour obtenir le droit de poser ses fils dans les ruelles ou sur les édifices pour son service de distribution, et il ne lui sera pas permis de laisser ses poteaux en place sans l'autorisation par écrit de ladite Cité après que ses conduits auront été établis.

50 La Compagnie sera responsable de tous les accidents et dommages qui pourront être causés à la personne ou à la propriété, privée ou publique, à raison de la construction ou de l'entretien desdits conduits, et défendra la Cité et la tiendra indemne contre toutes responsabilités et toutes réclamations qui pourront être faites contre cette dernière à raison de la construction ou de l'entretien desdits conduits.

60 La Compagnie devra, sous un mois après l'achèvement des travaux se rattachant à l'établissement desdits conduits, transmettre à la Cité un état assermenté du coût desdits travaux.

70 Les excavations seront faites sous la surveillance de l'inspecteur de la Cité de même que leur comblement, et les chaussées, le macadam ou les pavages au-dessus des tranchées pratiquées dans les rues sus-mentionnées par la Compagnie pour l'établissement desdits conduits seront réparés par la Cité aux frais, dépens, risques et périls de la Compagnie.

80 Cette permission n'aura d'effet qu'après que la Compagnie se sera engagée à se conformer aux conditions ci-dessus.

La Commission des Ingénieurs est priée de préparer un plan qui devra être annexé aux rapports ci-dessus, indiquant l'emplacement des conduits projetés qui doivent être posés par la "Bell Telephone Co."

2.—Soumis un rapport adopté par un Comité de la Chambre de Commerce du District de Montréal, recommandant que des mesures soient prises afin de pourvoir à l'enfouissement de tous les fils électriques.

Résolu: D'informer la Chambre de Commerce du District de Montréal que cette Commission étudie actuellement cette question et qu'elle a nommé des ingénieurs chargés de préparer un rapport complet sur cette question, aussi un rapport sur la législation requise à ce sujet, et qu'un projet de loi sera soumis à la prochaine session de la Législature provinciale, lequel projet, il est à espérer sera appuyé par la Chambre de Commerce, aidant ainsi la Ville à le faire adopter par la Législature.

3.—Sont prises en considération les demandes d'autorisation de poser des conduits, et en attendant l'adoption par la Législature du projet de loi requis pour permettre à la Ville d'y faire droit, elle sont déposées sur le bureau:

- (a) de M. J.-H. Nault.
- (b) de La Compagnie de Publication *La Patrie*.
- (c) de M. J. Coristine.
- (d) de la "Northern Commercial Telegraph Co."
- (e) de la "Montreal Electric Co."
- (f) de La Compagnie de Téléphone Nationale.
- (g) de la "Electric Service Co. of Canada"

Les ingénieurs soumettent des projets d'avis devant être publiés au sujet de la législation qui sera demandée à la Législature de Québec, à la prochaine session.

Lesdits projets d'avis sont approuvés, et il est

Résolu: De présenter au Conseil et à la Commission de Législation un rapport recommandant que le greffier de la Ville soit prié d'insérer ledit avis dans les avis généraux qui devront être publiés au sujet des amendements à la Charte de la Cité.

Adjournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

the above mentioned streets or portion of streets, except those absolutely necessary for distribution. All such distribution where possible to be done in lanes. In any case satisfactory evidence will have to be given by the Company to the City that all reasonable and necessary measures have been taken by the said Company to obtain the necessary rights in the lanes or on buildings for the distribution service, and no poles will be allowed to be left standing on or after the completion of the conduits without a written approval from the said City.

5.—The Company shall be responsible for all accidents and damages which may be caused to person or property, private or public, owing to the construction and maintenance of the said conduits, and shall defend and keep the City harmless against any responsibilities or claims which may be made against the latter owing to the construction or maintenance of said conduits.

60 The Company shall within a month after the completion of its work of laying said conduits, furnish to the City a sworn statement of the cost of said work.

70 The cuts, the back-filling will be made under the supervision of the City surveyor, and the repairs to roadways, macadam or paving over the cuts made in the above mentioned streets by the Company in laying of said conduits shall be repaired by the City at the expense, risk and peril of the Company.

80 This permission shall have force and effect only after the Company shall have agreed to comply with the above conditions.

The Committee of Engineers was instructed to prepare for the purpose of being annexed to the above report a plan showing the location of the proposed conduit to be laid by the Bell Telephone Co.

2.—Submitted a report adopted by a committee of La Chambre de Commerce du District de Montréal, recommending that steps be taken to provide for the burying of all electric wires.

Resolved: That "La Chambre de Commerce du District de Montréal, be informed that this Committee is presently considering this question and has appointed engineers to prepare a full report on the matter and also a report on the legislation required in this connection and that a bill will be submitted at the next session of the Provincial Legislature, which bill it is hoped, "La Chambre de Commerce" will help the City to carry through the Legislature.

3.—The following demands for permission to lay conduits, were considered, and laid on the table pending the adoption by the Legislature of the project of law which is required to enable the City to act in the matter:

- (a) from J. H. Nault.
- (b) from *La Patrie* Publishing Co.
- (c) from J. Coristine.
- (d) from Northern Commercial Telegraph Co.
- (e) from Montreal Electric Co.
- (f) from "La Compagnie de Téléphone Nationale."
- (g) from Electric Service Co. of Canada.

The engineers submitted draft of notices to be published in connection with the Legislation to be asked from the Quebec Legislature at the next session.

Said draft of notices was approved.

And it was

Resolved: To report to Council and to the Legislation Committee recommending that the City clerk be instructed to insert said notice in the general notices which have to be published in connection with the amendments to the City Charter.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

COMMISSION DE L'HOTEL DE VILLE

Compte rendu de l'assemblée du 28 décembre

Sont présents: MM. les échevins L'Espérance, président, Major, Lévy, Couture, Mount, Giroux, McKenna.

HOTEL DE VILLE

1.—Soumise et lue une lettre de M. A. Major, demandant l'usage de la salle municipale de Ste-Cunégonde pour la soirée du 26 janvier prochain.

Accordée, moyennant le loyer convenu de \$10.

2.—Sont déposées sur le bureau deux lettres de M. Gatién Lalonde et de M. William Montpetit, qui sollicitent la position d'opérateur du nouvel ascenseur de l'hôtel de ville.

3.—Sont référées à la sous-commission de l'Hôtel de Ville:

a) Une lettre du chef de Police demandant quelques nouvelles sections de filière;

b) Une lettre du Médecin Officier de Santé, recommandant l'emploi du Lusoforme comme désinfectant et désodorant.

IMPRESSIONS ET PAPETERIE

4.—Soumis et lu un rapport du commis des Impressions et de la Papeterie *re* publication des rapports annuels et réimpression de la charte.

Sur proposition de M. l'échevin Lévy, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport lui faisant connaître le retard apporté par certains départements dans la publication de leurs rapports annuels, avec recommandation de donner instructions aux Commissions intéressées de faire savoir à la Commission de l'Hôtel de Ville dans quel délai lui sera fournie la matière manquant encore à leurs rapports annuels respectifs.

5.—Au sujet du retard de la publication des rapports annuels se présente M. A.-P. Pigeon, adjudicataire de l'impression des rapports annuels, qui réclame le remboursement du dépôt de \$200 qu'il a effectué, alléguant qu'il n'y a pas de sa faute si les rapports annuels ne sont pas encore publiés comme ils devraient l'être.

Sur proposition de M. l'échevin Giroux, il est

Résolu: D'autoriser le contrôleur de la Ville à rembourser à M. A.-P. Pigeon \$150 du dépôt de \$200 qu'il a effectué pour l'impression des rapports annuels.

6.—Soumise et lue une opinion du Département en Loi déclarant que les annonces de la Ville peuvent être publiées dans les journaux du dimanche.

Résolu: De référer cette opinion au greffier de la Ville et de réitérer la résolution, adoptée par cette Commission le 14 octobre dernier, à l'effet d'autoriser le greffier de la Ville à donner, s'il peut le faire légalement, des annonces de la Ville aux journaux du dimanche.

BIBLIOTHÈQUE TECHNIQUE

7.—Soumise et lue une lettre de M. Gustave Comte, postulant la position de bibliothécaire de la bibliothèque technique.

Est également soumise et lue une lettre de l'Union Canadienne Indépendante des Ingénieurs Stationnaires, recommandant M. Gustave Comte à la position de bibliothécaire.

Déposées sur le bureau.

8.—Sur rapport verbal de la sous-commission de la Bibliothèque technique, il est

Résolu: D'acheter un exemplaire de la "Catholic Encyclopedia", Robert Appleton Co., éditeurs, au prix de \$90.

CRÉDITS

9.—Soumis et lu un extrait des minutes du Conseil (21 décembre) *re* budget de 1909.

Ledit extrait est déposé aux archives.

M. l'échevin Giroux

Propose: De présenter au Conseil un rapport demandant

CITY HALL COMMITTEE

Report of meeting held the 28th of December.

Present: Ald. L'Espérance, chairman, Major, Lévy, Couture, Mount, Giroux, McKenna.

CITY HALL

1.—Submitted and read a letter from Mr. A. Major, asking for the use of the Ste. Cunégonde municipal hall for the evening of the 26th of January next.

Granted, at the usual rent of \$10.

2.—Two letters, one from Mr. Gatién Lalonde and one from Mr. William Montpetit, asking for the position of operator for the new City Hall elevator, were laid on the table.

3.—Referred to the City Hall sub-committee:

a) A letter from the chief of Police asking for some new filing sections;

b) A letter from the Medical Health Officer recommending the use of Lusoforme for disinfecting and deodorizing.

PRINTING AND STATIONERY.

4.—Submitted and read a report from the Printing and Stationery clerk *re* publishing annual reports and reprinting the charter.

On motion of Ald. Lévy, it was

Resolved: That a report be made informing Council of the delay caused by certain departments in the publishing of their annual reports, recommending that instructions be given the interested Committees, to let the City Hall Committee know what delay, the matter still missing in their respective annual reports, would be supplied.

5.—In connection with the delay of publishing annual reports, Mr. A. P. Pigeon, contractor for the printing of annual reports, appeared before the Committee, and asked that he be reimbursed the deposit of \$200 made by him, stating that it was not through his fault the annual reports are not published as they should be.

On motion of Ald. Giroux, it was

Resolved: That the City comptroller be authorized to refund Mr. A. P. Pigeon \$150 from his deposit of \$200 made for the printing of annual reports.

6.—Submitted and read an opinion from the Law Department stating that the City's advertisements could be published in the Sunday newspapers.

Resolved: That the said opinion be referred to the City clerk and that the resolution adopted the 14th October last, be reiterated; said resolution authorizing the City clerk to give, if he can legally do so, City advertisements to the Sunday newspapers.

TECHNICAL LIBRARY.

7.—Submitted and read a letter from Mr. Gustave Comte, asking for the position of librarian for the technical library.

In this connection there was submitted and read a letter from "L'Union Canadienne Indépendante des Ingénieurs Stationnaires" recommending Mr. Gustave Comte for the position of librarian.

Laid on the table.

8.—On the verbal report of the sub-committee on Technical Library, it was

Resolved: That a copy of the *Catholic Encyclopedia*, Robert Appleton Co., publishers, be bought at the price of \$90.

APPROPRIATIONS

9.—Submitted and read an extract from the minutes of Council (21st December) *re* Appropriations for 1909.

The said extract was filed of record.

Ald. Giroux

Moved: That a report be made to Council asking au-

l'autorisation d'opérer les virements suivants des crédits de cette Commission pour 1909:

Prendre \$1,200 sur l'item "Améliorations et Réparages", \$400 sur l'item "Publication des Rapports annuels" et \$400 sur l'item "Annonces officielles", soit un total de \$2,000; et d'affecter ce montant de \$2,000 au salaire de M. L. de Montigny, comme directeur de la *Gazette Municipale* et secrétaire de la Commission de l'Hôtel de Ville, à partir du 1er janvier 1909.

M. l'échevin Couture propose en

Amendement: De prendre \$2,000 au lieu de \$1,200 sur l'item "Améliorations et Réparages."

Ledit amendement étant mis aux voix, la Commission se partage:

Pour: Major, Couture—2.

Contre: Giroux, Lévy, McKenna, Mount, L'Espérance—5.

Ledit amendement est ainsi négatif.

La proposition principale étant mise aux voix, elle est affirmative sur la même division renversée des voix, et il est.

Résolu: En conséquence.

Sur proposition de M. l'échevin Lévy, il est unanimement

Résolu: Que le rapport en question soit présenté au Conseil sans préjudice au droit auquel prétend cette Commission de faire valoir la protestation qu'elle a adressée au Conseil le 17 décembre courant, et sans préjudice à l'intention qu'a cette Commission de faire affirmatif le vote donné à l'amendement proposé au rapport de la Commission des Finances au sujet du budget de 1909, par M. l'échevin Giroux, appuyé par M. l'échevin L'Espérance, vote déclaré négatif par Son Honneur le Maire.

10.—Sur proposition de M. l'échevin Lévy, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement de \$44.90 de l'item "Reliure", et de \$45.10 de l'item "Rayons", soit un total de \$90, et d'appliquer ce montant à l'achat d'un exemplaire de la "*Catholic Encyclopedia*" pour la Bibliothèque technique.

11.—Il est aussi

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement des crédits suivants:

Prendre \$250 sur l'item Loyer de la Bibliothèque.

Prendre \$150 sur l'item Eclairage de la Bibliothèque.

Prendre \$90 sur l'item Nettoyage des Bureaux;

Prendre \$30.09 sur l'item Téléphone;

Prendre 75c sur l'item Uniformes;

Prendre \$240 sur l'item Améliorations et Réparations;

Prendre \$60 sur l'item Réparations à St-Henri et Ste-Cunégonde;

Prendre \$2 sur l'item Nouveaux mâts;

Prendre \$72 sur l'item Extincteurs;

soit un total de \$896.84; et d'appliquer \$400 de ce total à l'item "Eclairage", et \$496.84 à l'item "Ameublement et Couvertures de Planchers".

Ajournement.

L. de MONTIGNY,
Secrétaire.

thority to vary the following sums from their appropriations for 1909:

Take \$1,200 from item "Improvements and Repairs", \$400 from item "Printing of annual reports" and \$400 from item "Official Advertisements", say a total sum of \$2,000, and apply said sum of \$2,000 to the salary of Mr. L. de Montigny, as editor of the *Municipal Gazette* and secretary of the City Hall Committee, from the 1st of January 1909.

Ald. Couture moved in

Amendment: To take \$2,000 instead of \$1,200 from item "Improvements and Repairs".

The said amendment being put, the Committee divided:

Yeas: Major, Couture—2.

Nays: Giroux, Lévy, McKenna, Mount, L'Espérance—5.

So the said amendment was lost.

The main motion being put, it was carried on the same division reversed, and it was

Resolved: Accordingly.

On motion of Ald. Lévy, it was unanimously

Resolved: That the said report be submitted to Council without prejudice to the right, which the Committee contended they have, to maintain the protest presented to Council on the 17th of December instant, and also without prejudice to the intention this Committee has to cause to be declared in the affirmative the amendment moved to the Finance Committee's report on the budget of 1909, by Ald. Giroux, seconded by Ald. L'Espérance; vote declared lost by His Worship the Mayor.

10.—On motion of Ald. Lévy, it was

Resolved: That a report be made to Council asking authority to vary \$44.90 from item "Binding" and \$45.10 from item "Shelves", say a total sum of \$90, and apply said sum to the purchase of a copy of the "*Catholic Encyclopedia*" for the Technical Library.

11.—It was also

Resolved: That a report be made to Council asking authority to vary the following appropriations:

Take \$250 from item Rent of the Library;

Take \$150 from item Lighting of the Library;

Take \$90 from item Cleaning of Offices;

Take \$30.09 from item Telephone;

Take 75c from item Uniforms;

Take \$240 from item Improvements and Repairs;

Take \$60 from item Repairs to St. Henry and Ste. Cunégonde;

Take \$2 from item New poles;

Take \$72 from item Extinguishers;

say a total sum of \$896.84; and apply \$400 of said sum to item "Lighting", and \$496.84 to item "Furniture and covering floors."

Adjourned.

L. de MONTIGNY,
Secretary.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— a—Descript.	Prix Price.
Mont-Royal	152235	21 déc. 1908	17 déc. 1908	Rév. N. A. Troie.....	L'Oeuvre & Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame de Montréal.....	P. 10.....	32400	Champlain.....	L	\$3000 00
St. Denis...	152238	21 " "	16 " "	Vve P. P. Vincent....	Dme C. Hudon.....	325-33 & 34.....	3456	1486 à 1492 St. Hubert....	B	500 00
"	152239	21 " "	23 nov. "	Vve H. Lavoie.....	Nap. Grégoire.....	329-47 & 48.....	4000	320 et 322 Dufferin.....	B	300 00
St. J. Bte... Duvernay ..	152254 152255	21 " " 21 " "	12 " " 20 " "	T. Carufel	P. Barsalou.....	P. 15-691.....	1296	635 et 637 Drolet.	B	2600 00
Hochelaga...	152265	21 " "	9 " "	The Mount Royal Box & Lumber Mfg Co..	F. Chatelois	148-1994 & 1995.....	4064	Coin Forsyth & Wurtele.....	L	1300 00
St. Denis.... St. Henri....	152266 152268	21 " " 21 " "	1 déc. " 15 " "	" J. C. Hodgson	A. Bissonnette	½ N. O. 8-630.....	2500	613 et 615 Huntly	B	3500 00
Hochelaga...	152271	22 " "	16 " "	J. Versailles	The Montreal Rolling Mills Co.	P. 1913-12.....	39300	St. Ambroise. ...	L	19650 00
Duvernay...	152280	22 " "	16 " "	Dme M. Laurier.....	T. W. Morgan	29-167 & 168.....	5500	1897 Ontario ...	L & B	8000 00
Hochelaga.. St. Denis ..	152295 152296	22 " " 22 " "	2 " " 22 " "	P. Desautels	A. Lafrenière.....	6-76.....	1680	34 et 36 Chambord....	B	2500 00
"	152302	22 " "	14 " "	The Sun Life Ass. Co. of Canada.....	A. Boileau	148-2349 & 2350.....	4000	Wurtele	L	300 00
St. Henri....	152349 152367	23 " " 24 " "	4 " " 22 " "	D. Forget dit Depatie. J. Godbout, fils	O. Champagne.....	2630-207.....	2125	2648 Labelle ...	L	300 00
Duvernay... St. Denis .. Hochelaga... St. Denis....	152368 152370 152371 152373	24 " " 24 " " 24 " " 24 " "	18 " " 13 " " 20 " " 21 " "	M. O. Ferland..... F. McKercher..... P. U. Cloutier & al La Communauté des Frères de l'Instruc- tion Chrétienne	J. L. Clément..... L. Deslongchamps.... J. Beaulieu.....	8-217, 218 & 219..... 488-7A & 8A..... 50-178.....	7300 4750 2250	227 et 229 Ste. Emelie & 29 St. Philippe Marie-Anne ... Boyer..... St. Germain....	B L L L	4000 00 3200 00 600 00 500 00
Hochelaga...	152375	24 " "	22 " "	G. Vaillant.....	A. Denault	339-268 & 269.....	5150	Garnier.....	L	1225 00
St. Denis ..	152379	24 " "	22 " "	O. Rinfret dit Malouin	W. Perrault.....	½ ind. 159-280.....	2610	1517 à 1521 Ontario & 220 et 222 Elm....	B	2500 00
"	152382	26 " "	24 " "	The St. Denis Land Co.	Vve J. B. Beauchamp	P. N. O. 339-663D, P. S. E. 339-663C..	3068	Ave Papineau ..	B	5100 00
					J. E. Lalonde.	½ S. E. 8-640 & ½ N. O. 8-641.....	2500	Huntly.....	L	525 00

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat Date of Deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue Street.	Genre.—a.—Descrip	Prix. Price.
Duvernay...	73697	21 Déc. 1908.	18 oct. 1908	B. Gariépy.....	J. E. Gariépy.....	10-123.....	2256	896 et 898 St. André..	B Droits	
St. Jacques.	73700	22 " "	28 nov. "	Ve L. R. Payfer.....	The C. P. R. Ry Coy..	P. 129 & 130.....	3343	471 et 473 Notre Dame.	B	30000 00
do	73701	22 " "	28 " "	F. T. Christie.....	do	109.....	7224	1 et 1a St. André.	B	11500 00
do	73707	22 " "	14 déc. "	Ve J. B. Giguère.....	De Jos. Mercure.....	P. 549.....	5377	9 à 17 St. Timothé.	B	5000 00
do	73709	22 " "	12 " "	De P. Malhiot.....	Dupuis Frères Ltd....	813.....	3268	181 St. Timothé..	B	
St. Laurent.	73717	23 " "	21 " "	M. Chevalier.....	L. A. Herdt.....	47-4 à 7, 48-29.....	9000	91 et 93 St. Christophe..	B Consid.	
Papineau...	73719	23 " "	22 " "	De A. St. Germain....	L. St. Jean et al.....	1/10 913.....	3840	186 et 188 Hutchison.....	B do	
St. Laurent.	73723	23 " "	21 " "	De W. Simon et al....	M. Blumenthal.....	P. 169-2.....	2886	770 à 774 LaFontaine....	B	1800 00
St. Louis...	73726	23 " "	22 " "	P. Bernstein.....	Alf. Mallette.....	P. 660.....	1292	129 à 135 Ontario	B	11000 00
do	73730	24 " "	11 " "	M. E. Rossi.....	Ve Jos. Rossi.....	6/10 603.....	4671	197 et 197a Ste. Elizabeth..	B	1650 00
Papineau...	73733	24 " "	24 " "	L. N. Coallier.....	Delle E. Poirier.....	P. 770.....	2253	313 à 317 Cadieux	B	3000 00
LaFontaine.	73741	24 " "	22 " "	E. Chapleau.....	Thos. Rogers.....	1202-43.....	1400	735 à 739 DeMontigny....	B	4250 00
St. Laurent.	73742	24 " "	18 " "	L. I. Crossman et al..	Itzie Ganser.....	P. 256.....	2157	132 et 134 Rivard	B	2200 00
LaFontaine.	73745	24 " "	23 " "	C. Guilmette.....	F. Courteau.....	1202-23.....	2375	38 et 39; Falmaral	B	12000 00
							2375	St. Denis.....	B	3325 00

MONTREAL-OUEST

MONTREAL-WEST

St. André...	146346	21 déc. 1908.	21 déc. 1908	M. D. Baldwin.....	Ve Rvd M.S. Baldwin	P. 1723.....	13062	727 et 729 Pine Ave..	B	31100 00
St. Georges..	146347	22 " "	11 " "	R. Reid.,.....	J. A. Jacob.....	P. 1168.....	3915	St. Alexandre...	L	No price
do	146348	22 " "	11 " "	De R. Reid.....	do	1167.....	14900	280 à 286 do	B	100000 00
St. André...	146354	23 " "	2 " "	B. B. Lusher.....	J. A. Laurin.....	1567-5.....	1670	& Ste. Catherine	B	7150 00
								1 Mackay.....	B	

a { B—Bâtisse ; Building.
L—Lot ; terrain vague.

P. TERRAULT,
Régistrare de la Ville.—Registrar.
Par A. SAUVÉ.

PERMIS DE CONSTRUCTION. — BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 31 décembre 1908.

Issued during the week ending the 31st December, 1908.

Date.	No. du Permis. a Permit Number	Endroit.—Location		Quartier. Ward.	Propriétaire. Owner.	Résidence Residence	Genre. Description.	Coût. Cost.	
		No.	Rue.—Street.						No.—Cadast.
Déc. 24	1816 N..	1st	Ave Rosemont..	432.....	St. Mary.....	McGrail Thos.....	308-5th ave Rosem't.	3e cl.....	\$ 350 00
" 28	1817 N..	194	Beaudoin.....	1722-9.....	St. Henri.....	Lavoie Eug.....	194 Beaudoin.....	".....	1800 00

a { N.—Nouveaux édifices.—New buildings.
R.—Réparations.—Alterations.

ALEX. DÉCARIE.
Pour l'inspecteur des Edifices — For Building Inspector.